

**Faculté des sciences économiques,  
sociales, politiques et de communication  
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

## **Des pratiques d'alimentation durable au sein d'un public précarisé**

Des discours et pratiques environnementales invisibilisés ?

Auteur : SCHEER Emy  
Promoteur(s) : PLEYERS Geoffrey  
Lecteur(s) : ZUNE Marc  
Année académique 2019-2020  
Master en sociologie 120, à finalité spécialisée: globalisation et multiculturalité



## Déclaration déontologique

*« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.*

*Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au **Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.** »<sup>1</sup>*

---

<sup>1</sup> ECOLE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES, Mémoire de fin d'études pour les Masters 120 en Sociologie : VADE MECUM, Louvain-la-Neuve, UCL, [PDF], p.14.



## Remerciements

Tout d'abord, je tiens à remercier Monsieur Serge VOGELS, Directeur d'Espace Environnement, et toute son équipe, pour m'avoir permis d'effectuer mon stage de fin de cycle au sein de leur association. Je salue aussi tous les partenaires du projet AD-In, projet qui a constitué une première expérience et un réseau très appréciable.

Au même titre, je souhaiterais remercier Monsieur Geoffrey PLEYERS, Professeur à l'UCLouvain et mon promoteur, pour son suivi et ses nombreux conseils tout au long de la création de ce travail, autant méthodologiques que thématiques, et ce, malgré les nombreux changements de sujets par lesquels ce mémoire est passé. J'adresse aussi mes remerciements à Monsieur Marc ZUNE, également professeur à l'UCLouvain, mon lecteur, pour le temps consacré à la lecture de ce travail.

Je remercie également les personnalités académiques qui ont donné de leur temps pour me voir et discuter de divers aspects de ce mémoire : Madame Amélie ANCIAUX, et ses précieuses références bibliographiques, Monsieur Martin WAGENER et sa connaissance des publics précarisés, ainsi que Madame Margot ACHARD qui m'a aidée à bien cerner les idées centrales à mettre en exergue quand la peur de la page blanche m'empêchait d'avancer.

Après, je voudrais aussi saluer les assistantes sociales qui ont accepté de me recevoir, autant en France qu'en Belgique, et adresser un merci particulier aux personnes qui ont participé à mes entretiens à Audruicq, Peruwelz et Dampremy. Je souhaite également souligner l'accueil chaleureux reçu chaque jeudi matin pendant plusieurs semaines par les dames avec qui j'ai effectué les ateliers AD-In.

Mes remerciements finaux vont à Mesdames Alicia DE FAYS, Sabine, Linda et Ingrid PROVOOST, pour leurs précieuses relectures et Monsieur Zeno CYPERS, qui m'a guidé dans la planification et l'organisation du temps d'écriture de ce mémoire.



<b>INTRODUCTION GÉNÉRALE.....</b>	<b>9</b>
<b>PRÉSENTATION DU PROJET AD-IN.....</b>	<b>11</b>
<b>I. THÉORIE.....</b>	<b>15</b>
INTRODUCTION.....	15
CHAPITRE 1 : LES PUBLICS PRÉCARISÉS ET LES PROBLÉMATIQUES ENVIRONNEMENTALES.....	17
1. <i>La justice environnementale.....</i>	17
2. <i>L'écologie politique et les politiques publiques.....</i>	19
CHAPITRE 2 : LES PUBLICS PRÉCARISÉS ET LA CONSOMMATION.....	21
1. <i>Le structuralisme des goûts.....</i>	21
2. <i>L'histoire des pratiques et compréhension de la structure.....</i>	23
3. <i>Le rapport aux normes de santé et au genre.....</i>	26
CHAPITRE 3 : LA CONSOMMATION ET LES PROBLÉMATIQUES ENVIRONNEMENTALES.....	29
1. <i>Incluant les publics précarisés.....</i>	29
2. <i>N'incluant pas les publics précarisés.....</i>	32
CONCLUSION ET QUESTION DE RECHERCHE.....	35
<b>II. MÉTHODOLOGIE.....</b>	<b>37</b>
LE DÉROULEMENT ET LES APPROCHES.....	37
L'ÉCHANTILLON.....	39
LA MÉTHODE D'ANALYSE.....	40
L'ANALYSE DES ENTRETIENS.....	41
<b>III. RÉFLEXIONS ÉPISTÉMOLOGIQUES : LA POSITION DU CHERCHEUR.....</b>	<b>43</b>
LES A PRIORI.....	43
SUR LE TERRAIN.....	44
LES HABITUS.....	46
LE MONDE DE L'ÉDUCATION.....	47
<b>IV. DISCUSSIONS.....</b>	<b>49</b>
INTRODUCTION.....	49
CHAPITRE 1 : BIO, LOCAL ET DE SAISON.....	50
1. <i>Vision du bio.....</i>	50
2. <i>Vision du local.....</i>	55
3. <i>Vision de la saisonnalité.....</i>	59
CHAPITRE 2 : LE GASPILLAGE.....	61
1. <i>Le déchet non-jetable : l'aliment.....</i>	61
2. <i>Qu'est-ce qui est un « déchet » ?.....</i>	64
CHAPITRE 3 : LA VIANDE.....	68
1. <i>Facteurs genre et progrès.....</i>	69
2. <i>La confusion sur la santé et l'environnement.....</i>	73
CHAPITRE 4 : LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES EN JEU.....	77
1. <i>L'alimentation durable : un état des lieux.....</i>	77
2. <i>Le spectre « Local- Global ».....</i>	79
3. <i>Le rapport aux normes.....</i>	81
4. <i>Les classes populaires et la simplicité volontaire.....</i>	83
<b>CONCLUSION GÉNÉRALE.....</b>	<b>87</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>93</b>



# Introduction générale

Depuis quelques décennies, les problématiques environnementales se font de plus en plus visibles sur la scène médiatique. Elles s'invitent dans les agendas politiques, et sont prises en considération par certains citoyens dans leurs pratiques quotidiennes. Évoluant dans un environnement universitaire, de kot-à-projets, ces thématiques semblent omniprésentes dans ma vie quotidienne, et leur importance s'est presque naturalisée tant mes sphères de socialisation y sont liées. Néanmoins, en dehors de cette bulle sociodémographique clairement biaisée, qu'en est-il de ces préoccupations environnementales ? La société, de façon plus ou moins unie, semble vouloir tendre vers l'inclusion de ce facteur dans les prises de décisions sociétales, mais cela reste un point de vue très subjectif, formaté par les cercles de classes moyennes éduquées dans lesquels j'évolue depuis un peu plus de vingt ans.

Durant mon stage dans la structure Espace Environnement, j'ai été amenée à analyser un de leur projet, le projet AD-In, qui concerne l'alimentation durable et les publics précarisés (dont la présentation est développée au point suivant). A la suite de ce terrain de quelques mois, j'en suis venue à me questionner sur le point de vue de ce public concernant cette écologie si normalisée dans mon environnement. Quand on parle d'alimentation durable, une problématique environnementale parmi d'autres, qu'en est-il des personnes évoluant hors de ces bulles conscientisées et au certain confort économique ? Qu'en est-il des groupes sociaux précarisés ayant, de prime abord, d'autres soucis matériels à gérer, à côté de ceux liés à l'environnement ? Les stéréotypes classiques de l'« écolo bobo », ou les visions réductrices autour des classes populaires et de leur éducation limitée, ne jouent en tout cas pas en leur faveur au niveau des a priori.

Dans ce travail, le même échantillon que celui du stage a été mobilisé. Les entretiens ont donc été réalisés au regard de ces deux objectifs. La première étape de ce travail exploratoire a été la **recherche d'éventuelles pratiques ou discours environnementaux concernant l'alimentation au sein de l'échantillon**. De telles pratiques dans le domaine de l'alimentation de cet échantillon existent bien, alors que les discours environnementaux sont moins perceptibles. A la suite de cette première confirmation, la seconde étape s'est concentrée sur **l'analyse des discours autour de**

**quelques pratiques centrales.** Il s'agit de comprendre comment celles-ci s'imbriquent dans les représentations des concernés car elles sont majoritairement justifiées par d'autres motivations que celles environnementales. La troisième et dernière étape a été de **comparer les représentations observées dans les entretiens avec celles provenant des discours de mouvements écologistes jugés pertinents.** Ces courants ont alors servi de base de comparaison avec un autre type de public dont les niveaux socio-économiques et de conscientisation sont a priori assez distincts.

La première partie de ce travail se compose d'un état de l'art, qui se développe autour de trois grands axes : la sociologie de la consommation et de l'alimentation, la sociologie des publics précarisés (qui sont alors repris dans l'étude des classes populaires) et la sociologie de l'environnement. Chaque chapitre de cette partie représente un croisement entre deux thématiques. En effet, peu de travaux existant étudient les trois thèmes simultanément. Ils développent donc chacun une analyse partielle du sujet. Ainsi, le premier aborde les liens entre les publics précarisés et l'environnement en dehors de la consommation, le second met en évidence une analyse de la consommation des classes populaires, sans prendre en compte l'aspect environnemental. Le dernier chapitre, concernant la consommation et les préoccupations environnementales, est divisé en deux sections : l'une où les analyses n'incluent pas les publics moins aisés, et l'autre où elles les incluent. Cette dernière section développe les deux manières principales de percevoir les trois sujets de façon entremêlée.

La deuxième partie précise la méthodologie employée et la troisième expose certaines réflexions épistémologiques réflexives concernant le chercheur et son public.

La quatrième et dernière partie détaille les différents points d'attention retenus après l'analyse des entretiens et de l'observation participante. Elle est divisée en quatre chapitres sur : le « bio, local et de saison », le gaspillage, la viande, et les représentations sociales en jeu. Chacun de ces sujets a été analysé au regard de la littérature thématique pertinente. Le dernier chapitre se veut un essai de montée en généralité, qui articule les informations développées dans les trois chapitres précédents en quatre réflexions, chacune abordant une forme d'articulation entre les actions et les discours de l'échantillon. .

## Présentation du projet AD-In

Le projet AD-In, dont les initiales signifient « Alimentation Durable et Inclusive », est un projet « Interreg », soutenu par les fonds de développement régional de l'Union Européenne (<https://www.interreg-fwvl.eu/>), afin d'encourager la collaboration et coopération transfrontalière franco-belge sur la thématique de l'alimentation. La province belge du Hainaut et la région de Haut-de-France, zones frontalières, se sont associées grâce à ces fonds pour mettre en place un projet voulant rendre accessible l'alimentation durable à leurs populations plus précarisées. En effet, ces deux régions sont toutes les deux reconnues, au sein de leur pays respectif, comme ayant des taux de pauvreté assez élevés, ce qui a des conséquences sur la santé de leurs citoyens. La région de Flandre Occidentale, initialement prévue dans le projet, n'a pas pu concrétiser son engagement. Comme mentionné sur la page internet consacrée au projet, « *AD-In ambitionne la mise en place d'un dispositif de coopération transfrontalière pour favoriser l'accès pérenne et autonome des personnes fragilisées à une alimentation durable favorisant les circuits courts sur le territoire transfrontalier* » (<https://ad-in.eu/a-propos/>). L'Observatoire de la Santé du Hainaut a agi en tant que chef de file, les organismes « Espace Environnement » et « les Anges Jardins » ont développés les aspects pédagogiques et thématiques des animations. Diverses entités régionales et communales y ont également participé, dont les structures d'aide sociale où les entretiens ont été effectués.

De 2016 à 2020, ce projet s'est déroulé en suivant quatre étapes: effectuer un diagnostic des populations visées avec les acteurs de l'insertion sociale ; proposer des défis alimentaires aux citoyens concernés (bénéficiant d'aide sociale); créer des outils à partir des apprentissages recueillis pendant les activités ; et modéliser ces outils pour promouvoir le projet au niveau politique. Il s'agit donc d'un projet exploratoire, dans un processus de recherche-action, afin de créer des outils mobilisables par la suite, pour des acteurs d'autres régions. Une sociologue, Marjorie Lelubre, a réalisé un bref rapport à la fin du projet, afin de mettre en évidence les tranches démographiques touchées, leurs habitudes alimentaires précédant le suivi des ateliers AD-In et les changements d'habitude observés par la suite. Certaines de ses remarques sont intéressantes pour ce travail, même si les analyses restent à un niveau superficiel (Lelubre, 2019).

Un « **défi alimentaire** » est composé de différents ateliers proposés au sein d'une structure d'aide (CPAS, Espace Citoyen, etc.) durant plusieurs mois, afin d'accompagner les participants dans leur apprentissage de l'alimentation durable. *« Ces défis visent à montrer que des personnes bénéficiant d'un encadrement mobilisateur peuvent concrètement, et avec les moyens qui sont les leurs, évoluer vers davantage de durabilité dans leurs comportements alimentaires »* (AD-In, s.d.). Le défi suivi durant mon observation participante reprenait des ateliers tels qu'apprendre à réaliser diverses pâtes, de la soupe, découvrir des fermes locales environnantes, éviter le gaspillage en s'organisant ou encore cuisiner un gâteau au chocolat et à la courgette pour les enfants. Un atelier se déroule durant quatre heures, généralement au sein d'un projet d'insertion sociale plus général. Les thématiques sont choisies parmi les options proposées en consultation avec les participants. Certains y participent car ils sont sous contrat d'insertion sociale et sont donc « tenus » d'être présents à chaque séance, d'autres viennent sur base volontaire.

Les créateurs de ce projet considèrent **l'alimentation durable** comme *« la question de l'accès à une nourriture de qualité, respectueuse de la santé, de l'environnement et des hommes »* (AD-In, 2019). Dans le même document, ils citent également la définition officielle de la FAO (Food and Agriculture Organization) : *« Des régimes alimentaires ayant de faibles conséquences sur l'environnement, qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'à une vie saine pour les générations actuelles et futures. Les régimes alimentaires durables contribuent à protéger et à respecter la biodiversité et les écosystèmes, sont culturellement acceptables, économiquement équitables et accessibles, abordables, nutritionnellement sûrs et sains, et permettent d'optimiser les ressources naturelles et humaines »*. Il s'agit d'encourager les participants dans cette démarche, les aider à manger selon ces critères, vu les problèmes de santé (liés, entre autres, à l'alimentation) rencontrés par les personnes de ces deux régions et les problèmes environnementaux globaux.

Au sein de leur vision de l'alimentation durable, douze dimensions sont prises en compte, comme présentées sur le schéma ci-joint. **La notion « inclusive » dans le nom du projet met en exergue la volonté spécifique d'inclure ce public, précarisé**

**et en difficulté d'autonomie alimentaire. Le besoin de précision se base alors sur la conception que l'alimentation durable n'est généralement pas inclusive.**



**Les douze dimensions :**

1. Privilégier des produits frais, complets (non ou peu raffinés) et non transformés
2. Privilégier les produits locaux et de saison
3. Réduire les protéines animales
4. Renoncer aux espèces menacées et intégrer des produits issus de la pêche durable (label MSC ; ...)
5. Privilégier des produits issus de l'agriculture biologique
6. Privilégier des produits issus du commerce équitable pour les produits exotiques
7. Privilégier les achats en circuits courts
8. Utiliser des variétés anciennes et paysannes de céréales, fruits et légumes
9. Réduire le gaspillage alimentaire
10. Réduire les emballages alimentaires et les déchets
11. Encourager la consommation de l'eau du robinet
12. Favoriser le plaisir gustatif et la convivialité

Source : Kit d'animation de défis (AD-In, 2019)

Le stage de fin de cycle précédant ce travail de mémoire s'est déroulé de septembre à décembre 2019, au sein de l'association Espace Environnement. Leur rôle principal au sein du projet s'est focalisé « *en binôme avec les Anges Gardins, sur la conception, l'animation et le suivi de « défis alimentaires » avec des publics en situation de vulnérabilité. Nous contribuons également à adapter et à diffuser une formation « Ambassadeurs de l'alimentation durable inclusive » et les outils qui y sont associés (kit méthodologique, ressources documentaires...)* » (<https://www.espace-environnement.be/>). La demande émise par cette structure concernant le sujet d'étude du stage portait sur l'impact social du projet AD-In sur les participants. Les entretiens ont donc été pensés et réalisés tant pour atteindre cet objectif-là que pour concevoir de ce travail. La soirée de clôture du projet, qui s'est déroulée le 25 novembre 2019, a rassemblé la majorité des acteurs impliqués et a permis de créer le réseau nécessaire pour l'obtention des entretiens. Au total, six territoires « pilotes » ont accueilli les ateliers dans l'une de leurs structures : les régions d'Audruicq et Douaisis en France ; Charleroi, Courcelles et Binche en Belgique, ainsi que six communes faisant partie du Parc Naturel Transfrontalier du Hainaut (étant considérées ensemble comme un territoire).



# I. Théorie

## Introduction

Cet état de l'art met en lumière les différentes approches et points de vue déjà présents dans la littérature actuelle, en accentuant les relations entre les trois thématiques présentes dans ce travail : l'alimentation, les publics précarisés, et les préoccupations environnementales. Le premier thème est, entre autres, réfléchi à partir de la sociologie de la consommation de façon générale. Le second est souvent formulé dans les théories des dynamiques de classe, le public est alors apparenté aux classes populaires. Le dernier est développé autant en songeant aux mouvements sociaux en jeu qu'à travers l'étude des gestes du quotidien des individus.

Le premier chapitre s'intéresse à la relation entre les personnes précarisées et les problématiques environnementales. Deux courants sont développés : la justice environnementale et l'écologie politique. La consommation n'est donc pas abordée dans ce chapitre. La justice environnementale, aussi appelée écologisme des pauvres, permet de dévoiler les inégalités sous-jacentes à la gestion actuelle du changement climatique. Martínez-Alier (2011, 2012) et Walker (2012) sont les principaux auteurs à s'intéresser à cette question et leurs travaux créent une solide base pour la compréhension de ce phénomène, soit par l'approche des mouvements sociaux du premier, soit par l'approche plus structurelle du second. Vient ensuite une présentation d'un apport de l'écologie politique concernant l'impact inégalitaire des politiques publiques.

Le second chapitre développe le lien entre la consommation et les publics précarisés, par la mise en exergue des différents auteurs ayant étudié les pratiques de consommation et d'alimentation des classes populaires. La première section est dédiée à Bourdieu (1979) et son structuralisme des goûts en fonction des habitus de classe. Arrivent ensuite Hoggart (1970), Schwartz (1990) et Halbwachs (2008) pour compléter ce structuralisme avec des approches plus compréhensives des pratiques, entre autres alimentaires, des classes populaires. Ils évitent une vision paternaliste et démontrent leur réappropriation de leurs situations sociales. Pour clôturer, un article

de Régnier (2009) est mobilisé pour mettre l'accent sur les différentes perceptions des normes alimentaires et de santé selon la position sociale et le genre.

Le dernier chapitre détaille la relation entre la consommation et les problématiques environnementales, une partie incluant le facteur de classe, l'autre pas. Dans les études l'intégrant, se trouve un article de Abdmouleh (2007), qui élabore une approche compréhensive des habitudes d'achat de consommateurs tunisiens, ainsi que différents auteurs se basant sur des analyses statistiques de production de CO2 et de consommation. Cette partie reste donc centrale dans cet état de l'art, comme étant la seule à intégrer les trois thèmes nécessaires à ce travail. L'étude n'incluant pas les classes populaires aborde principalement le mouvement de consommation critique, analysé par Pleyers (2011). Cela permettra par la suite l'élaboration d'une recherche empirique d'une possible version populaire de cette même consommation critique, jusque-là principalement présente chez les classes moyennes. Carfagna et al. (2014) sont également mobilisés afin d'analyser ce mouvement de façon critique, en l'intégrant dans une dynamique de classe.

La conclusion revient sur les différents apports des chapitres et explicite la question de recherche et les hypothèses émises, à partir du constat d'un manque d'approches compréhensives autour des pratiques environnementales des classes populaires.

Cet état de l'art correspond donc à une base essentielle à la compréhension de la place de ce travail au sein des autres auteurs abordant entre deux et trois sous-thèmes similaires, mais ne représentant pas la liste exhaustive des théories mobilisées. En effet, au sein des quatre chapitres de discussions de la quatrième partie de ce travail, des auteurs plus spécifiques à la thématique en question sont également mobilisés pour approfondir la discussion.

# Chapitre 1: Les publics précarisés et les problématiques environnementales

## 1. LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

Le premier domaine où des liens sont théorisés entre ces deux thématiques, les publics précarisés et les problématiques environnementales, est celui de la justice environnementale. Elle est développée par différents auteurs de façon nuancée. Martínez-Alier, qui l'appelle également **écologisme des pauvres**, définit ce mouvement comme tel : « *spontaneous movements and organizations that resist extractive industries and organize against pollution and climate change (Martínez-Alier 2002) anywhere in the world* » (2012).

Ce même auteur met en évidence trois types d'écologisme, dont celui des pauvres fait partie, les deux autres étant « le culte de la nature sauvage » et « l'évangile de l'éco-efficacité » (Martínez-Alier, 2011). Ils diffèrent par leurs relations aux autres disciplines, les solutions à apporter, les relations entre les hommes et la nature, etc. Le culte de la nature sauvage met l'accent sur la défense de la nature «pour la nature», non-utilitariste, à travers la protection d'espèces menacées, de réserves naturelles. Il critique donc généralement la vision utilitariste et anthropocentrée actuelle des sociétés modernes.

Le dernier courant, l'évangile de l'éco-efficacité, est bien plus matérialiste et perçoit ces (demandes de) changements à travers une perspective économique et industrielle, où les conséquences environnementales sont alors incluses dans les modèles économiques pour mettre en place un « développement durable » (Martínez-Alier, 2011, p. 32).

Ces deux autres visions de l'écologie sont intéressantes à développer dans une approche comparative avec la plus pertinente pour cette revue de la littérature : l'écologisme des pauvres (ou la justice environnementale). « *Le ressort principal de ce troisième courant n'est pourtant pas le respect sacré de la nature, mais bien l'intérêt matériel que représente l'environnement, source et condition de subsistance. Il n'en découle pas vraiment un droit pour les autres espèces ou des générations humaines futures, il traduit plutôt une préoccupation des humains pauvres d'aujourd'hui* » (Martínez-Alier, 2011). La dernière phrase souligne donc

bien l'attention mise sur les publics précarisés affectés par ces changements environnementaux. L'auteur précise que de tels mouvements peuvent être visibles autant dans des pays du Sud que du Nord, comme avec, par exemple, le racisme écologique observable aux États-Unis.

Walker, un géographe, s'est aussi penché sur la justice environnementale, en développant une approche plutôt structurelle, celle de Martínez-Alier se focalisant principalement sur les mouvements sociaux. Walker définit la justice environnementale comme ceci : «*La justice environnementale est l'entrelacement de l'environnement et des différences sociales –comment pour certains groupes, l'environnement fait partie intégrante de la 'vie bonne', la prospérité, la santé, le bien-être, mais que pour d'autres, l'environnement est une source de menace et de risque, et que l'accès à des ressources comme l'énergie, l'eau et les espaces verts sont limités*» (Walker, 2012).

Il développe également l'aspect procédural de l'injustice et le concept de «**double injustice**», démontrant que les populations qui sont les moins responsables des changements climatiques, les plus précarisées, sont aussi celles qui souffrent ou vont souffrir le plus des conséquences environnementales.

Dans sa théorie, l'auteur mentionne trois niveaux différents où se situe l'injustice environnementale : la distribution de revenus, la reconnaissance et finalement les procédures (Walker, 2012). Alors que le premier niveau se veut dans la lignée de l'approche par les capacités de Sen (2012), le second vaut la peine d'être approfondi grâce à un auteur supplémentaire : le sociologue de Sousa Santos.

Dans ce cas-ci, **l'injustice au niveau de la reconnaissance** est à comprendre comme une « *injustice in terms of cultural and political respect and recognition of vulnerable and marginalised social groups* » (Bartiaux, Schmidt, Horta et Correia, 2016). de Sousa Santos n'est pas spécialisé dans la justice environnementale mais son étude des relations entre les groupes (pays) hégémoniques, « du Nord », et les groupes dominés, « du Sud », est ici très pertinente pour traiter l'injustice de reconnaissance. Il développe une théorie de **l'invisibilisation**, à comprendre comme **une hégémonie épistémologique des gnostiques (ceux qui savent) sur les hérétiques (ceux qui ne savent pas) et qui est pourtant considérée comme universelle** (2016). Au vu de la

place centrale donnée aux sciences dures dans les débats environnementaux, d'autant plus dans l'écologisme de l'évangile de l'éco-efficacité, l'hégémonie des discours des élites est d'autant plus présente pour cette thématique écologique. **L'invisibilisation se situe alors dans l'hégémonie épistémologique imposée par les élites intellectuelles et économiques dans l'écologisme en place**, ce qui maintient les visions « autres », ne provenant pas des élites, dans l'obscurité. Les perceptions des luttes environnementales le sont généralement selon le point de vue de ces élites, ce que la justice environnementale dénonce, voulant montrer les perspectives des populations défavorisées.

Dans son ouvrage « Épistémologies du Sud », de Sousa Santos développe les concepts de sociologie des émergences et des absences, dont les objets d'étude appartiennent alors à des catégories pensées comme invisibilisées. La **sociologie des absences** est particulièrement pertinente pour l'analyse des publics précarisés en lien avec les thématiques environnementales, car cette sociologie « *consists of an enquiry that aims to explain that what does not exist is in fact produced as non-existent, that is as a non-credible alternative to what exists* » (de Sousa Santos, 2016, p. 15). Comme l'explique de Sousa Santos, il est important de s'intéresser à ces objets qui ne sont pas encore considérés comme des objets dignes d'être analysés, pour comprendre leurs perspectives alternatives et **les inclure dans une vision non-hégémoniste des manières de faire de l'écologie**.

## 2. L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ET LES POLITIQUES PUBLIQUES

Une deuxième façon de lier la précarité et l'environnemental a été identifiée dans le domaine des sciences politiques, où **l'écologie politique** est développée. Les auteurs de l'écologie politique, en suivant la pensée de Sousa Santos, argumentent en faveur de **ce besoin de reconnaissance des populations précarisées, populaires, et de leur inclusion dans les débats environnementaux, qui sont jusque-là pensés sans les considérer autant que les plus aisées** (Bonzonnet, 2011).

Laurent (2009) apporte deux contributions intéressantes. La première concerne son terrain d'étude, le Nord-Pas-de-Calais. Elle permet l'examen des observations émises sur un terrain similaire à celui de ce travail. « *L'IFEN [Institut Français de l'Environnement] cite à l'appui de sa démonstration le cas du Nord-Pas-de-Calais,*

où inégalités environnementales (mesurées par les émissions polluantes dans l'eau et l'air, la présence de sites Seveso et la pollution des sols) et de revenu (mesurées par la médiane du revenu fiscal par unité de consommation) apparaissent corrélées » (2009, p. 49). Cette étude relative à la zone française validant la présence de problèmes d'injustice environnementale a donc pu servir de soutien à ce travail. Cet article mentionne cependant un autre aspect (pollution ambiante) que celui choisi pour ce travail, c'est-à-dire l'alimentation.

La deuxième contribution concerne la mise en lumière du rôle des politiques publiques dans les inégalités sociales et environnementales. Laurent mentionne la typologie de Pye et al., qui considère trois dimensions à l'inégalité environnementale : « *L'inégale répartition de la qualité environnementale entre les différents groupes sociaux ; L'inégal impact environnemental des différents groupes sociaux ; L'inégal impact des politiques environnementales sur les différents groupes sociaux* » (Laurent, 2009, p. 47). Le premier aspect rejoint partiellement ce que Martínez-Alier développe (2011), le deuxième correspond à ce que Walker (2012) reprend dans son concept de double injustice. Le troisième aspect, le plus important pour cette partie, est bien illustré par Bartiaux, Schmidt, Horta et Correia, dans leur analyse des politiques publiques environnementales au Portugal et en Belgique, telles que les subventions publiques concernant l'installation de panneaux photovoltaïques. « *Our analysis has shown that public subsidies for solar panels (an instrument of climate policy) have increased social inequalities in both Portugal and Wallonia, since they are paid for by direct and indirect taxes that are also raised on less-rich citizens, whereas only more affluent ones can afford these solar panels. In addition, these subsidies contribute to reinforcing the social valorisation and recognition of the upper class or the affluent in the middle class* » (2016).

Ces articles permettent d'identifier les cas d'injustice environnementale et sociale ayant déjà été observés dans des pays similaires à ceux de ce travail, la France et la Belgique. Ils expliquent les possibles implications que cela peut avoir en termes de politiques publiques, en plus d'appuyer le rôle des dynamiques de classe dans l'adoption de l'une ou l'autre pratique dite environnementale.

## Chapitre 2 : Les publics précarisés et la consommation

Contrairement au postulat fréquent en économie, la consommation n'est pas uniquement limitable à un acte rationnel exécuté par un homo œconomicus. Il existe une vraie symbolique dans les pratiques de consommation, **autant en termes d'assujettissement que de réappropriation par l'individu** (Périlleux et De Bouver, 2018). Comme ces deux auteurs l'expliquent, « *Une pratique économique est donc «un 'opérateur' qui inscrit les actes [de consommation, production, échange, épargne, investissement...] dans les 'accords pragmatiques' plus larges qui les sous-tendent»* (C. Arnsperger, cité dans Périlleux et De Bouver, 2018). **Ainsi, il existe la pratique en elle-même, mais qui est aussi à intégrer dans le contexte culturel** dans lequel elle évolue afin qu'elle soit correctement comprise par les autres intervenants.

Au vu du sujet d'analyse ce travail, les liens entre la thématique de l'alimentation et les classes populaires vont être développés dans ce chapitre. Ces derniers apparaissent dans un environnement spécifique, capitaliste et consumériste, ce qui va influencer la façon de vivre et de comprendre l'alimentation de ces personnes.

### 1. LE STRUCTURALISME DES GOÛTS

Pour établir un état de l'art concernant les pratiques de consommation des classes populaires, Bourdieu et sa théorie de l'habitus et des dynamiques de classe restent essentiels afin de développer ce chapitre sur de solides bases. De nombreuses critiques lui ont été adressées pour son déterminisme presque fataliste mais il reste néanmoins incontournable pour comprendre les auteurs suivants. Son ouvrage, « La distinction », met en évidence les rapports entre la position sociale des individus et les goûts qui, dès lors, en découlent, de par la présence des habitus de classe (1979). Carfagna et al. considèrent que le concept d'habitus « *describes a set of tastes and dispositions operating according to a class homology* » (2014).

L'alimentation a toujours été une partie importante du budget des ménages, environ 30%, et la viande représente la plus grosse dépense au sein de cette même statistique (Régnier, Lhuissier et Gojard, 2006, p. 24). A côté de ces chiffres assez uniformes en termes relatifs, il existe cependant des nuances quant à la nature des produits achetés au sein de ces trente pourcents. **Les goûts servent à implicitement**

**manifester une certaine position sociale**, pour montrer son appartenance à celle-ci, tout en montrant, en conséquence, une différence avec les autres. Selon Bourdieu, **au cœur de cette dynamique de classe, un des principes de différenciation important est « l'opposition entre les goûts de luxe (ou de liberté) et les goûts de nécessité » (1979, p. 198), les premiers relevant des catégories aisées, les seconds des catégories modestes »** (Régnier, 2009).

Selon cet extrait, les classes populaires se trouvent donc plus dans des dynamiques ascétiques, utilitaires, en opposition aux plus aisées qui peuvent se permettre de dépenser leurs revenus dans des objets de luxe, et subissent moins cette pression d'utilité pour leurs achats. Cette affirmation rappelle également Veblen (1978) et sa « classe de loisir », ostentatoire et oisive afin de se démarquer de celles devant travailler pour subvenir à leurs besoins (Régnier, 2009). Bourdieu soutient qu'un certain « rythme » est donné par les classes supérieures, donnant le ton à cette dynamique sociale, tout en voulant maintenir une certaine distinction avec les classes inférieures.

Sous des effets de mode au sein de la société en question, les classes populaires s'intéressent peu à peu à certaines pratiques que les classes moyennes et leur « bonne volonté » se sont « chargées » de reproduire, après les avoir elles-mêmes introduites dans leur habitus par imitation des classes supérieures. Arrive alors une démocratisation du produit ou une normalisation du comportement en question, ce qui permet (ou donne envie) aux couches les plus populaires de s'y intéresser. Les classes supérieures auront entre temps trouvé d'autres intérêts pour de nouveau se différencier des autres classes inférieures. La dynamique de Bourdieu fonctionne donc sur une logique top-down, celle de bottom-up existant mais bien plus rare (Régnier, Lhuissier et Gojard, 2006, p.47). Des exemples de bottom-up sont les congélateurs, initialement réservés aux agriculteurs, ou encore les plats « nationaux » souvent d'origine paysanne et devenant par la suite un emblème national et gastronomique.

L'approche bourdieusienne, limitant sa qualification de classe à une affaire de revenus et d'éducation, est critiquée par Grignon et Passeron, qui affirment l'adaptabilité de ces goûts en fonction de « configurations de contraintes et de ressources, de handicaps et contre-handicaps, différentes selon les groupes et les milieux sociaux » (Régnier, Lhuissier et Gojard, 2006). Ils affirment également que les

pratiques alimentaires varient selon le lieu de résidence et les origines sociales, ce qui est appuyé par Lelubre dans son rapport, en mentionnant une différence entre les participants ruraux et urbains dans leurs fréquentations du marché (les premiers y allant plus que les seconds) (2019). Malgré ces nuances à mentionner, il est néanmoins admis que **l'appartenance sociale est le facteur le plus déterminant influençant les pratiques et goûts alimentaires.** « *Une classe sociale ne se définit pas par son niveau de ressources. Ce sont au contraire les conditions d'existence, et de travail, les représentations sociales et la culture qui sont au principe des différentes classes et de genre de vie* » (Baudelot et Establet, cités dans Régnier, Lhuissier et Gojard, 2006, p. 53).

Dans le domaine de la santé, l'obésité est aussi devenue un marqueur social, découlant de formes contemporaines de distinction de classe. « *Les inégalités dans le domaine de la consommation alimentaire semblent 'contribuer à perpétuer les différences et les stigmates négatifs qui séparent les corps populaires ' [Grignon, C. et Ch., 1981, p. 217] de ceux des catégories dominantes, comme en témoigne l'importance de l'obésité dans les catégories populaires* » (Régnier, Lhuissier et Gojard, 2006). Cette affirmation par le corps devient alors une manière de montrer cette distinction dans une société où les structures explicites sont désormais plus floues, dans un monde plus « liquide » (Bauman, 2005). Il est important de rappeler que ces rapports entre classes et le développement de l'obésité, évoluent différemment selon le pays, et au sein d'un pays. En conséquence, la théorie de la distinction de Bourdieu, si elle est envisagée de façon critique, reste une approche de fond correcte pour comprendre les rapports entre classes, et les processus qui sous-tendent ces derniers, ainsi que la formation des goûts alimentaires, entre autres, qui vont découler de ces différents habitus.

## **2. L'HISTOIRE DES PRATIQUES ET COMPRÉHENSION DE LA STRUCTURE**

Richard Hoggart est un professeur de sociologie et de littérature anglaise qui s'est fortement intéressé à la culture populaire anglaise, ce qui rend ses travaux pertinents dans cet état de l'art. Son ouvrage central, « La culture du pauvre », s'intéresse au style de vie de cette classe populaire (ayant lui-même grandi dans ce milieu) des années 1930 à 1950, en se focalisant sur l'influence de la *literacy* (capacité de lire et écrire),

nouvellement accessible à ces publics (1970). Avec une approche compréhensive, il désire éviter le paternalisme généralement latent dans les études des classes populaires, influencées par un subtil ethnocentrisme de classe. **Hoggart définit la classe populaire non pas par son fond, mais plutôt par sa place relative dans le système**, ce qui apporte une perspective supplémentaire aux auteurs précédemment cités. En effet, il définit les classes populaires comme ayant **la principale caractéristique d’occuper le bas de l’échelle sociale, de façon chronique**, faisant partie d’un ensemble plus large avec les autres classes sociales (Van Campenhout & Marquis, 2014). Il préfère donc parler en termes relatifs qu’absolus, ce qui permet une certaine généralisation de ce rapport d’échelle à d’autres contextes culturels et temporels.

En ce qui concerne l’alimentation et la consommation, il facilite la compréhension de ces individus en montrant les valeurs au cœur des pratiques présentes dans la culture populaire: « *La vie des classes populaires, si on voulait la résumer en une phrase, est une vie dense et concrète où l’accent est mis sur le sens de l’intimité, la valeur du groupe domestique et le goût des plaisirs immédiats. C’est là, sans doute, un système de valeurs caractéristiques des classes populaires du monde entier* » (1970, p.151). La majorité des actes de consommation et d’alimentation peut donc être lue à travers cette perspective, ce que Régnier développera plus amplement en rapport avec la santé au sous-point 3 de ce chapitre (2009). Il semble pertinent de conserver cette approche des classes populaires, pensée en termes de place relative et structurellement en bas de l’échelle. Cette situation est alors transposable autant dans l’espace que dans le temps, ce qui la rend intéressante même pour un public de l’époque contemporaine. Face à une vision structuraliste déterministe bourdieusienne, Hoggart développe plutôt une vision compréhensive, qui inclut néanmoins l’aspect structurel dans sa compréhension.

Schwartz arrive peu après, avec une approche tout aussi compréhensive mais centrée sur le Nord de la France dans les années 1980, ce qui a l’avantage, par rapport à Hoggart, de rapprocher ses travaux de ce terrain autant géographiquement que temporellement. Son ouvrage, « *Hommes et Femmes du Nord* » (1990), inclut une évolution historique qui reprend l’entrée des classes populaires dans la consommation de masse au tournant des années 1960-1970, ainsi que le chômage également de masse, frappant à partir des années 1980. Ce deuxième événement concerne principalement

les ouvriers des bassins miniers, régions dépendant de mono-industries, ce qui correspond parfaitement aux deux régions étudiées dans ce cadre, le Haut-de-France et le Hainaut belge. Cela permet une compréhension du contexte de l'époque des parents des personnes interrogées, conditionnant l'enfance de ces dernières à travers **la socialisation primaire et secondaire**. Schwartz soulève une remarque intéressante concernant l'accès à la consommation qui marque les classes populaires : alors qu'avant, le monde ouvrier, plus stratifié et isolé (1990, p. 68), avait tendance à repousser tous ces signes d'appartenance à la société, la consommation, maintenant accessible à tous, retourne la tendance et permet une participation nouvelle des classes populaires à celle-ci.

Cette participation est un aspect que Halbwachs développe plus en profondeur. Le sociologue français place la dimension sociale des aliments au cœur de sa théorie pour comprendre la consommation des classes populaires au début du XXe siècle (2008). **Le prestige social est à prendre en compte dans l'analyse de l'alimentation, certaines denrées en étant dotées et d'autres, non**. Ce qui est consommé est intégré dans une communication sociale, à travers la symbolique et la compréhension partagée des classes populaires autour de l'un ou l'autre aliment. Que cela soit des types de produits, des quantités, des modes de cuisson, une signification sociale (positive ou négative) leurs est associée et cette dernière envoie un message aux consommateurs (Régner, Lhuissier et Gojard, 2006). Norbert Elias fera des remarques sur cette même base dans son ouvrage « La civilisation des mœurs », en démontrant l'évolution des manières (entre autres de table) concernant la viande et les significations entourant ces évolutions (1973). Elias et Schwartz permettent la mise en évidence de l'importance de la dimension historique dans la compréhension des normes alimentaires. Halbwachs rejoint donc Schwartz en insistant sur **le fait que consommer, c'est faire partie de la société, c'est s'intégrer dans la société**, « *c'est une forme de participation à la vie sociale* » (Halbwachs, 2008).

Le paragraphe suivant synthétise l'influence historique de l'entrée dans la consommation, ainsi que les symboles gravitant autour, formant des représentations sociales données à ces pratiques alimentaires chez les classes populaires :

« *L'alimentation, premier luxe accessible, victoire sur le manque et sur des frustrations antérieures* (Schwartz, 1990), est le domaine où l'on prouve que l'on n'est certes pas riche, mais que l'on peut s'offrir ce que propose la société de consommation : les goûts alimentaires sont orientés par un souci d'intégration sociale. On comprend mieux, alors, la valorisation en milieu populaire des produits de l'industrie agroalimentaire ou des formes de restauration rapide: ces produits industriels sont la preuve d'une participation à la société de consommation, dont les membres des catégories modestes sont exclus par bien d'autres aspects. **La consommation pourrait être devenue un élément du statut social et « le seul lien permettant aujourd'hui d'intégrer les plus défavorisés à la société»** (Lazarus, 2006, p. 137 ; voir aussi Schwartz, 1990, p. 76 ; Paugam, 1993, pp. 230-239) » (Régnier, 2009). Ce statut distinct du domaine de la consommation est essentiel pour comprendre les pratiques de consommation alimentaire.

### 3. LE RAPPORT AUX NORMES DE SANTÉ ET AU GENRE

L'article de Régnier se focalise sur l'époque contemporaine, spécifiquement sur les femmes, ce qui en fait une ressource-clé pour cette revue de la littérature, autant au niveau du rôle du facteur de genre que de la période étudiée. En effet, la majorité des analyses des auteurs précédents se situe dans le courant du XXe siècle, alors que cet article date de 2009.

Il est également beaucoup plus spécifique et permet de comprendre le rapport du public féminin aux tâches domestiques genrées et donc inégalement réparties entre partenaires. Par ailleurs, il renforce le point de vue critique de Grignon et Passeron concernant Bourdieu en rappelant bien que : « *Les pratiques alimentaires en milieu modeste sont issues d'une forme de « liberté » du point de vue de la contrainte morale. En effet, face au cumul de contraintes économiques et sociales [...], l'alimentation en est venue à constituer, pour les membres de ces classes, un domaine de liberté (dans un espace peut-être résiduel), où ils ont la possibilité d'exprimer leur refus à l'égard d'un surcroît de contraintes, par exemple celles imposées par les impératifs diététiques* » (2009, p.768). Dans un contexte de projet d'éducation permanente créé pour aider les participants « à mieux manger », ce point reste essentiel à prendre en considération, particulièrement cette optique de liberté face aux contraintes.

Grâce aux résultats de ses entretiens semi-dirigés, l'auteure parvient à créer une typologie de réception des normes alimentaires (dans son cas, concernant la santé) reprenant quatre groupes, sur une toile de dynamique de classes. Cette typologie est représentée sous forme de losange, chaque coin symbolisant une catégorie. Un des deux coins latéraux est placé plus bas que l'autre latéral. Les *catégories supérieures* sont donc en haut de ce « losange typologique », et diffusent les normes sanitaires autant qu'elles les suivent; les *catégories intermédiaires intégrées et modestes en ascension*, avec leur bien connue « bonne volonté »; les *catégories modestes et populaires*, de l'autre côté de losange (mais en restant inférieur aux précédentes), qui ont des réactions critiques vis-à-vis des normes; et finalement, les *catégories précaires*, à la pointe du bas du losange, indifférentes aux normes (2009, p.752). L'article fait une proposition intéressante : reprendre la dichotomie de Bourdieu concernant les goûts de luxe et de nécessité (développée précédemment), et la renverser. **Les classes populaires apparaissent alors avec des « goûts de liberté » (face aux normes non suivies) et les classes aisées avec des « goûts de nécessité » (de suivre ces normes de santé)**, faisant presque penser à l'ascèse que Weber développait dans ses propres écrits sur les producteurs capitalistes (p.768). Prendre conscience de ces relations différentes aux normes de santé dans l'alimentation permet de créer une base interprétative concernant les pratiques alimentaires environnementales.

De plus, comme Lelubre le mentionne dans son propre rapport sur les participants ayant suivi des défis AD-In (2019), **le poids de l'entourage** est un facteur à prendre en compte pour bon nombre de personnes lorsqu'il s'agit de l'alimentation. Les goûts du mari et des enfants sont centraux et dirigent fortement les habitudes d'achat, de consommation, de par l'importance sociale donnée à la convivialité des repas en famille, se déroulant dans l'intimité précieuse de la sphère domestique (Hoggart, 1970 ; Lelubre, 2019 ; Régnier, 2009). Les enfants sont la priorité de la mère qui cuisine et pouvoir leurs donner assez pour qu'ils mangent à leur faim renforce l'importance du rôle de **mère nourricière** pour les femmes qui socialisent principalement à travers ces liens familiaux. « *Dans les catégories modestes, la priorité est qu'ils mangent, et qu'ils mangent ce qui leur plait : l'honneur tient au fait de pouvoir nourrir ses enfants soi-même. [...] Opulence alimentaire et satisfaction des préférences enfantines sont objet de fierté, car ils sont à la fois réaction à la peur*

*du manque et signe d'abondance, persistance de très anciennes représentations s'expliquant par « la peur fondamentale de manquer » (Loux et Morel, 1976). » (Régnier, 2009).*

L'auteure poursuit en montrant que le lien entre la santé et l'alimentation, dont la plupart des individus sont conscients, n'est pas vraiment traduit dans leurs actes concrets et que sa compréhension varie également en fonction des quatre catégories citées précédemment. La vision de la « bonne » nourriture est alors impactée : se rapprochant du bon « pour la santé » dans les catégories plus aisées, alors que le bon goût, le goût des choses bonnes, ressort pour les classes plus modestes, ne prenant pas spécialement le facteur santé en jeu dans leur routine effective. L'alimentation peut être vue comme un remède ou un régime, mais principalement postérieur à la présence d'une maladie. L'hygiène de vie « saine » n'est pas considérée comme un style de vie envisageable par les publics plus précarisés. Cette perception s'intègre relativement bien dans celle que Hoggart (1970) développait en parlant de « *goût des plaisirs immédiats* », primant alors sur la planification sanitaire sur le long-terme. La fin de son article rappelle le rapport à l'obésité comme marqueur de classe, ce qui démontre que **les problèmes de santé ne sont pas à prendre uniquement comme un manque de savoir ou de savoir-faire mais bien comme marqueurs de normes sociales en place.** *«Dès lors, des recommandations qui ne tiendraient pas compte des systèmes de valeurs, des goûts et des styles de vie semblent destinées à échouer, en particulier si ces messages sont vus comme imposés du haut vers le bas de la société» (Régnier, 2009, p.770).*

## Chapitre 3 : La consommation et les problématiques environnementales

### 1. INCLUANT LES PUBLICS PRÉCARISÉS

#### *L'approche compréhensive*

Un des rares articles utilisant une approche compréhensive pour aborder cette thématique a été celui de Abdmouleh (2007), « *Consommation des produits écologiques et inégalités sociales. Le cas tunisien* ». Il s'intéresse aux habitudes de **consommation de produits biologiques comme indicateur de sensibilité écologique**. L'intérêt est aussi de percevoir dans ces pratiques un « *reflet de son contexte socio-économique et culturel* » (2007, p. 2). Une distinction entre les espaces ruraux et urbains est réalisée, les premiers consommant plus de produits bio que les seconds, avant de mettre en évidence l'importance de facteurs comme l'éducation et le niveau de vie. Cette différence entre ruraux et urbains appuie ce que Lelubre (2019), Grignon et Passeron développent dans la section précédente concernant les habitudes de consommation (Régnier, Lhuissier et Gojard, 2006). « *Ces résultats convergent avec ceux obtenus par l'Organisation des Nations Unies à propos des changements des modes de consommation dans le monde, lesquels révèlent que les classes sociales aisées et moyennes, notamment leurs composantes jeunes, « font preuve d'une conscience de plus en plus grande des conséquences de leurs choix de consommation.* » (ONU, 2001, cité par Abdmouleh, 2007).

L'intérêt central de cet article se retrouve dans sa deuxième partie, qui s'intéresse aux raisons de non-achat des produits bio, appuyée par certains de ses extraits d'entretiens, comme celui-ci :

*« Quand tu n'as rien... pas de travail, pas d'argent... bref pas de considération sociale, tu te sens vraiment exclu de la société... Puis tu viens me parler de l'environnement et des produits écologiques (rire)... Comment veux-tu protéger l'environnement ? mets-toi à ma place (...) Puis entre nous, je n'en ai rien à faire, d'ailleurs parfois j'agis de manière négative envers l'environnement... Exprès. Je sais bien que c'est mauvais, mais c'est plus fort que moi, parfois j'ai l'envie de tout foutre en l'air » (Abdmouleh, 2007).*

**Les auteurs démontrent que ces personnes utilisent ce refus des préoccupations environnementales comme une révolte contre les conditions de vie qu'ils subissent.** Avec une vision de l'écologie comme maintien de la domination des classes aisées au détriment de celles plus précarisées, cette indifférence, qui leur est souvent reprochée par manque d'éducation, prend ici un sens tout à fait différent : celui de transgressions des normes pro-environnementales. L'auteur mentionne également **le pessimisme quant à l'avenir et les contraintes économiques qui ont été intériorisées** par ces publics, ce qui n'encourage pas à l'investissement dans une cause telle que l'environnement souvent vue comme altruiste et désintéressée. « *Cela nous montre aussi à quel point la pauvreté constitue un vrai handicap pour la protection et la réhabilitation de l'environnement. [...] Car, non seulement elle exclut ces catégories sociales du processus du développement, mais elle les transforme en ennemis de l'environnement* » (Abdmouleh, 2007, p. 7).

L'approche de cet article perçoit donc les publics précarisés comme étant « contre » l'environnement, de par la rancœur qu'ils ont envers cette « lutte sociale » jugée plus importante que celle qui les concerne directement. Cette dénonciation rejoint également ce qu'avance Walker avec son concept de double injustice (2012). Mais, contrairement à la justice environnementale, cet article donne la parole aux personnes précarisées, et développe leur point de vue, d'où son importance dans ce travail suivant une démarche similaire.

### *Les statistiques de consommation*

Beaucoup de données quantitatives sont disponibles et sont récoltées concernant la consommation des citoyens, belges ou européens, dans divers domaines. Les résultats démontrent qu'en termes d'énergie, par exemple, les personnes à plus faibles revenus consomment moins que celles plus aisées, même si ces dernières se déclarent écologiques. Les articles de Wallenborn et Dozzi (2007), Bonzonnet (2011) et le livre d'Ariès (2015) s'appuient fortement sur ces techniques quantitatives pour affirmer que **les ménages plus aisés, même s'ils sont plus conscientisés et investis dans la problématique environnementale, consomment plus et produisent plus de CO2 que les ménages plus modestes.** Wallenborn et Dozzi (2007) démontrent que c'est dans les domaines de l'électricité et des transports que ces corrélations avec le revenu sont les plus visibles. Ces domaines, avec celui de l'alimentation, seraient

apparemment ceux ayant les plus gros impacts sur l'environnement, les auteurs ne s'attardent cependant pas sur ce dernier domaine.

Le livre d'Ariès, « Écologie et culture populaire », entend « *prouver que les gens du commun sont, de par leurs modes de vie et leurs visions du monde, une chance exceptionnelle pour réussir la transition écologique et sociale* » (2015). L'alimentation est cependant un point qui reste assez sensible dans son argumentation car c'est un domaine où les taux de CO2 produits sont plus élevés chez les classes populaires que celles plus aisées. Il justifie cela par la « toute-puissance » du système agro-alimentaire, et par le fait que « *tout le monde est bien obligé de se nourrir. Cette vérité incontournable énoncée, on comprend bien qu'il est plus difficile pour les consommateurs de réaliser des efforts sur ce poste spécifique* » (Ariès, 2018). Ces écrits montrent donc un intérêt pour les publics plus modestes, leurs pratiques de consommation. Ils décrivent une éventuelle possibilité de remise en question des classes aisées et de leurs propres comportements environnementaux, alors indépendants de leur niveau de conscientisation écologique.

Bonzonnet (2011) mentionne ce même débat dans son article et met bien en évidence la complexité d'attribution des responsabilités en termes de pollution et d'empreinte carbone, les facteurs à prendre en compte étant multiples. Ce paragraphe résume bien l'ambiguïté présente: « *Dans l'ensemble, les ménages les plus modestes ont le plus de mal à maîtriser leur production de carbone (chauffage et carburants), à réduire leur consommation en investissant dans l'électro-ménager, la voiture et le logement, en revanche leur maigre budget leur garantit une certaine vertu. Au contraire les ménages les plus riches sont plus attentifs à leur consommation, investissent dans la réduction du CO2, mais, notamment à cause de l'effet-rebond, ont une empreinte carbone supérieure aux plus pauvres (Wallenborn et Dozzi 2007). Enfin les politiques environnementales telles qu'elles ont été définies jusqu'à présent (TIPP, subventions pour isolation thermique, bonus-malus écologique, etc.) favorisent le plus souvent les ménages aisés et aggravent la situation des plus pauvres* ». Cette dernière affirmation rejoint ce qui a été montré par Laurent (2009) et illustré par Bartiaux, Schmidt, Horta et Correia (2016) dans la section de l'écologie politique concernant les politiques publiques. Il n'y a cependant pas de mention particulière au domaine de l'alimentation.

Des différences similaires ont été étudiées par Gatersleben, Steg et Vlek (2002), qui mettent l'accent sur le besoin d'utiliser deux mesures distinctes pour bien saisir le comportement environnemental des individus : D'un côté, une mesure « **impact-oriented** » (orientée par l'impact), selon l'impact qu'a réellement une pratique sur l'environnement sans être spécialement annoncée dans ce but ; D'un autre côté, une mesure « **intent-oriented** » (orientée par l'intention), dont l'objectif est annoncé comme « pro-environnemental », indépendamment de son impact concret, qu'il soit pris en compte ou pas par la personne (2002, p. 353). Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture par manque de moyens illustre la première mesure, et le refus de pailles en plastique pour des pailles métalliques exemplifie la seconde mesure. Cette approche permet de lire au-dessous des discours environnementaux, de qui ou quoi se considère comme environnemental ou pas. L'envie d'adhérer à ce statut écologiste est alors probablement influencée par les groupes sociaux dans lesquels l'individu évolue. Cette distinction permet de s'intégrer dans la lignée de la sociologie des absences (de Sousa Santos, 2016), pour **aider à reconnaître des pratiques qui ne sont peut-être pas encore associées à celles en faveur de l'environnement**, à cause de grilles de lecture et d'analyse biaisées en faveur de la perspective des classes moyennes ou supérieures.

## 2. N'INCLUANT PAS LES PUBLICS PRÉCARISÉS

Beaucoup de mouvements sociaux sont apparus concernant ce lien entre les problématiques environnementales et la consommation, plus spécifiquement l'alimentation. Comme Pleyers l'explique : « *L'alimentation touche au plus proche de nous-même, à ce que nous avons de plus intime, nos goûts, notre corps, notre santé, celle de nos êtres chers* » (2011). Dans son livre sur la consommation critique, il retrace l'histoire des mouvements sociaux concernant l'alimentation et montre que les années 2000 ont été marquées par le retour des circuits alternatifs, en prenant l'exemple de la Slow Food qui naît en Italie à cette époque. Cependant, comme l'auteur le souligne, même si l'accès à l'alimentation de qualité est repris comme un des enjeux dans ces mouvements, **ils concernent principalement les classes moyennes des pays développés** (Pleyers, 2011, p. 28). Le public analysé est donc complètement renversé par rapport aux analyses des chapitres précédents.

Pleyers aborde également cinq évolutions sociales structurelles qui ont favorisé ce regain d'attention pour l'alimentation alternative : le passage à une **société post-industrielle**, avec une montée des valeurs post-matérialistes ; « **une société du risque** » où les dérives du système actuel sont dévoilées suite à des scandales ; la **méfiance croissante envers les institutions**, surtout dans les domaines de l'alimentation vu l'influence des lobbys ; l'**apparition d'une grande réflexivité** des consommateurs qui mettent en lien leurs habitudes et les conséquences sociales et environnementales ; le passage vers un « **âge global** », caractérisé par un plus grand souci pour les enjeux globaux de façon générale et une prise de conscience quant à la finitude de la planète (Pleyers, 2011). Cette approche compréhensive permet de situer les facteurs jouant un rôle dans les motivations des concernés mais doit être mise en perspective avec un retour sur une analyse en termes de dynamiques de classes, apportée par Carfagna et al. (2014).

En effet, ces mêmes dynamiques d'imitation et de différenciation ont été étudiées plus spécifiquement en lien avec les pratiques environnementales par les chercheurs. Ils créent le concept d'« **éco-habitus** », **montrant une volonté de différenciation des classes aisées, à travers la mobilisation d'un discours et d'arguments environnementaux**. « *Our subjects enact a set of ecologically oriented high-status tastes that are central to their identity projects and strategies for claiming status and distinction* » (2014). Ces auteurs s'appuient partiellement sur les travaux de Holt, montrant que ceux possédant des capitaux culturels et économiques plus élevés se retrouvent plus facilement dans les courants dits de « consommation éthique ou critique ».

La consommation critique est perçue comme **une façon de consommer qui prend en compte son impact, ce qui guide les choix de consommation de l'individu. Cet impact peut être sous forme de conséquences environnementales, sociales, économiques, etc.**, et est souvent invisibilisé ou mis de côté dans les voies de consommation mainstream. « *Les acteurs de la consommation critique remettent en cause cette « consommation sans entrave » et portent la critique sur certaines valeurs de la société de consommation* » (Pleyers, 2011). Cette observation est à mettre en lien avec ce que Holt développe concernant ces préoccupations : « *Instead, because many were raised with few material constraints, they were more likely to adopt an*

*ascetic style. In his terms, they were more “idealist,” taking the materiality of goods “for granted” and valuing “metaphysical aspects of life” » (Holt, 1997, cité par Carfagna et al., 2014).*

Dans leur article, Carfagna et al. expliquent que ces pratiques environnementales sont souvent perçues comme l'intériorisation de la responsabilisation des individus en matière d'environnement, mais réfutent ce point de vue en optant pour une explication en termes de **stratégies collectives de différenciation interclasse** (2014). Cette tendance est aussi observable dans l'étude de Bartiaux, Schmidt, Horta et Correia concernant la possession de panneaux photovoltaïques comme symbole de distinction sociale (2016).

Par ailleurs, ces mêmes auteurs vont émettre des critiques intéressantes concernant la consommation éthique : « *Scholars have criticized ethical consumers for being White, middle class, and economically privileged. They are thought to express disdain for fast food and embrace organic and local items that are **unaffordable for people of ordinary means** [...]. Johnston et al. (2011) argue that ethical eating is typically defined in terms of high-cost practices, which in itself is **exclusionary** [...]* » (2014).

Ce dernier terme, « exclusionary », démontre bien la possible absence des publics plus précarisés dans ce type de mouvements sociaux, ou du moins une invisibilisation des pratiques mises en place avec un objectif et/ou impact équivalent. Des formes hégémoniques de pratiques « orientées par intention », indépendamment des impacts concrets, seraient possiblement à considérer vu l'apport de cet article et les constats de Wallenborn et Dozzi (2007). En effet, Carfagna et al. insistent sur la consommation de produits locaux étant également présente chez un public moins aisé, étant alors supportée par d'autres arguments que ceux des classes privilégiées : « *Yet, their overriding justification was cost and the vagaries of globalization, reflecting a more economically utilitarian understanding of these issues* » (2014).

## Conclusion et question de recherche

Suite à mes entretiens, mon observation participante et mes intuitions affinées par les contributions de cet état de l'art, la question de recherche et les hypothèses ont pu être formulées pour ce travail.

Un des points d'attention principal qui ressort de ce premier croisement entre le terrain et la théorie est le **peu d'approches compréhensives** qui ont été mobilisées pour appréhender la place des publics précarisés, des classes populaires, dans les problématiques environnementales. L'article d'Abdmouleh (2007) est le seul fonctionnant d'une telle façon et ses conclusions dévoilent tout un aspect de « compétition » entre luttes sociales et environnementales qui n'est pas retrouvable dans d'autres documents. La littérature est principalement développée autour des liens entre la consommation et l'écologie, ce qui donne lieu à l'étude de la consommation critique ou entre la consommation et les publics précarisés, tel l'article de Régnier (2009). Les écrits reprenant les classes populaires et l'environnement le sont au travers de l'injustice, de la politique ou de la consommation, mais sans se focaliser sur l'alimentation. Il existe donc un apparent manquement au croisement de ces trois thèmes, où vient alors se nicher ce travail exploratoire. Les discussions développées dans ce mémoire prendront alors appui sur les différentes sources, en essayant de les croiser de façon efficace pour faire ressortir les différents points d'attention.

Dès lors, cette observation générale de la revue de littérature, découlant du travail de terrain en amont, me pousse à formuler une série d'hypothèses en lien avec cette question de recherche :

**« A l'époque contemporaine, comment se manifestent d'éventuelles pratiques environnementales dans le domaine de l'alimentation chez un public franco-belge francophone précarisé ? Et comment le sens donné à ces pratiques est-il comparable à celui donné par les différents discours environnementaux ? »**

Ma première hypothèse est qu'**il existe bel et bien des pratiques d'alimentation durable chez ce public, mais qu'elles ne sont pas nommées comme telles à cause des discours des classes aisées**, auxquels elles ne sont pas conformes.

Ma seconde hypothèse est que **ces pratiques doivent pouvoir se développer en maintenant une certaine cohérence symbolique au sein de l'habitus. Elles sont influencées par le passé historique des deux régions** (industriel et actuellement, le chômage massif) **et les autres normes sociales alimentaires de ce public populaire.** Elles ne fonctionnent pas selon les mêmes code sociaux que les classes moyennes, ce qui renforce la tendance à l'invisibilisation de ces dernières.

Ma troisième hypothèse est que **ce public, de par son statut de Sud dans le Nord** (groupe dominé nationalement au sein d'un groupe dominant internationalement), **se trouve à la conjoncture d'une forme d'injustice environnementale et d'une consommation critique. Ils souffrent d'une forme d'injustice environnementale relative au sein de leur nation, car ils sont dominés, mais tirent des bénéfices grâce à la situation internationale, habitant un pays dominant. Ils possèdent une certaine réflexivité sur leur consommation, de par ce statut international privilégié.** Au regard de cette situation d'injustice, une certaine violence symbolique est présente, de la part des classes supérieures envers ces classes populaires.

Tout au long de ce travail, le terme « pratique » est beaucoup mobilisé. Il est à comprendre autant comme « *entité coordonnée de 'fares et de dire' qui se déploie dans le temps et l'espace* », définition produite par Schatzki (1996) qui permet de mettre en évidence le rôle des actions en tant que telles autant que les discours qui se superposent aux dites-actions. Les rôles importants de la routinisation et de l'inconscient sont aussi à mentionner (Giddens, 1984). Le dictionnaire Cambridge définit une pratique comme : « *something that is usually or regularly done, often as a habit, tradition, or custom* » et également une « *action rather than thought or ideas* » (« practice », s.d.).

## II. Méthodologie

### Le déroulement et les approches

L'approche s'est voulue assez inductive par ce choix de connecter les thématiques du mémoire et du stage. Ce dernier a été effectué dans une structure appelée Espace Environnement, qui a organisé, avec d'autres organismes, les ateliers AD-In qui ont servi de terrain d'enquête. Il faut savoir que même en rapprochant le stage et le mémoire, avec une enquête et un public commun, les demandes du premier et les questionnements du second ne se sont croisés que partiellement, et ont développé différents aspects des données. Le stage s'est concentré sur l'impact social des ateliers AD-In, alors que ce mémoire s'intéresse plutôt aux motivations et facteurs jouant autour de la consommation alimentaire d'un public précarisé, dans une optique environnementale. La méthodologie appliquée a donc, tout au long du stage, dû être pensée comme un compromis entre les attentes du lieu de stage et les objectifs de ce mémoire.

Durant le stage, j'ai participé chaque jeudi matin, du 03/10/2019 au 21/11/2019, à la nouvelle session d'ateliers AD-In, qui a eu lieu à l'Espace citoyen de Dampremy (Charleroi, Belgique). Ces séances sont adressées à des personnes dépendant d'une aide sociale, que cela soit le chômage, la mutuelle, ou encore la pension. Cette occasion ethnographique a été très importante pour la familiarisation avec ce terrain, mais cet aspect est approfondi dans le chapitre consacré à l'épistémologie du chercheur. Une partie des données provient donc de l'observation participante qui a pu être menée durant ces matinées, chacune d'entre elles étant suivie d'une séance d'écriture dans un carnet de terrain pour conserver les notes et observations le plus objectivement possible.

S'en est suivi une série d'entretiens avec des participants aux ateliers, résultant des contacts établis avec des personnes de différents « sous-terrains ». Au final, des entretiens ont été effectués à Dampremy (Charleroi, Belgique), Audruicq (France) et Peruwelz (Belgique), tous avec des anciennes participantes d'ateliers AD-In. Afin d'obtenir ces différents entretiens, les assistantes sociales des différentes structures ont été sollicitées, agissant comme intermédiaires pour accéder au public cible. Deux

autres terrains, Binche (Belgique) et Fresnes-sur-Escaut (France), devaient également être exploités mais les aléas pratiques ont fait qu'il a été impossible d'organiser des entretiens dans les délais impartis. Il est à noter que l'observation participante à Charleroi a permis une intégration un peu plus profonde de ce terrain. Cette caractéristique a pu créer un climat plus confortable lors des rencontres avec ces personnes et affecter la tenue des entretiens.

Un des objectifs du stage a été de voir l'impact social de ces ateliers dans la vie des participants. L'examen de la dimension des habitudes et de leur maintien dans le temps a donc été un critère important dans le guide d'entretien. Le travail au cours du stage s'est effectué dans la continuité d'un rapport écrit par une autre chercheuse (Lelubre, 2019), ce qui a nécessité que les données relevées soient comparables aux siennes. Dès lors, pour permettre leur cohérence, la structure et la catégorisation de questions utilisées par la chercheuse pour son guide d'entretien ont été conservées (visibles en annexe 1). Celui-ci a été adapté afin d'y ajouter les thématiques trouvées pertinentes pour ce alors futur mémoire. Le guide d'entretien est donc une forme hybride entre celui créé par Lelubre, pour maintenir cette continuité, et les additions personnelles prévoyant les données pour ce travail. Il faut savoir qu'un autre guide d'entretien avait initialement été créé par mes soins avant d'apprendre l'existence du travail de la chercheuse, il n'a été utilisé qu'en entretien exploratoire. Comme l'explique J.C. Kaufmann, « *L'entretien semble résister à la formalisation méthodologique : dans la pratique, il reste fondé sur un savoir-faire artisanal, un discret art du bricolage.* » (1996).

Les différentes catégories de ce guide d'entretiens concernent la consommation de viande, de légumes, de fruits, les habitudes d'achat, de consommation, dans une perspective de comparaison « avant-après » avoir suivi les ateliers AD-In. Les boissons consommées et les aliments « hors de l'assiette » n'ont pas été abordés lors des entretiens, aucune analyse n'apparaît donc sur ces produits. Maintenir ce format pour le mémoire permet l'accès à leurs perceptions plus subjectives concernant ces thématiques alimentaires.

Pour l'analyse de ces différents entretiens, une volonté compréhensive bien visible est présente. « *La démarche compréhensive s'appuie sur la conviction que les*

*hommes ne sont pas de simples agents porteurs de structures mais des producteurs actifs du social, donc des dépositaires d'un savoir important qu'il s'agit de saisir de l'intérieur, par le biais du système de valeurs des individus ; elle commence donc par l'intropathie »* (Kaufmann, 1996, p. 23). En effet, la consommation, et l'alimentation d'autant plus, semble bien loin des logiques de l'« homo œconomicus » qui lui sont encore attribuées aujourd'hui et qui semblent chargées de sens, et de subjectivité qu'il est intéressant d'analyser.

## **L'échantillon**

Dix entretiens mobilisables ont été réalisés, ainsi qu'un entretien exploratoire, en plus de sept entretiens avec des professionnels dans diverses domaines, que ça soit des assistantes sociales en charge de certains groupes (2), des académiques spécialisés dans une certaine thématique (2), ou du personnel d'Espace Environnement concernant le projet AD-In (4). Tous ces entretiens ont été mobilisés pour le rapport de stage. Cependant, certains sont devenus moins pertinents dans le cadre de ce travail de fin d'études. Aussi, de par la particularité des réponses fournies, l'entretien exploratoire a parfois été mobilisé comme cas « à contre-courant », considérant que le guide d'entretien testé n'a de toute façon pas été repris mais que les questions touchaient aux mêmes thématiques. A cause de ce statut spécifique, son entretien n'a donc été que partiellement retranscrit. Les entretiens avec les participantes se sont déroulés entre octobre 2019 et décembre 2019, soit au domicile de la personne, soit dans un local isolé de la structure sociale.

L'échantillon se constitue exclusivement de femmes, ce qui ne manquera pas d'être analysé comme facteur intéressant. Toutes dépendaient d'une certaine forme d'aide sociale, provenant de l'un des trois terrains cités précédemment : Charleroi (Belgique), Audruicq (France) ou Peruwelz (Belgique). En fonction des personnes répondant positivement à ma sollicitation d'entretien, trois participantes du premier terrain ont été contactées grâce aux coordonnées fournies par l'assistante sociale rencontrée sur le premier terrain. Plusieurs tentatives pour contacter des hommes ont été réalisées mais aucun retour positif n'a eu lieu. Grâce au réseau constitué durant le stage, des contacts avec des assistantes sociales ont été pris par courriel ou téléphone. Deux autres terrains ont été explorés, mais le manque de réactivité des personnes de

contact a empêché leur mobilisation. Les deux terrains, Audruicq et Péruwelz, ont donc été rendus possibles grâce à une collaboration fructueuse avec les assistantes sociales. Leurs invitations à me présenter durant des séances d'activité en cours avec d'anciennes participantes aux défis ont permis la réalisation de sept entretiens, sur base volontaire. L'entretien exploratoire a été réalisé avec une dame participant à la session AD-In de Dampremy qui me servait également de terrain d'observation. Les critères de sélection, à côté de la participation essentielle aux ateliers, ont donc reposé sur le réseau créé, la réactivité des personnes de contact et la bonne-volonté des participantes.

Les personnes interrogées ont toutes participé aux ateliers AD-In, ou y participaient encore, entre 2016 et 2020. Parmi ces personnes, en comptant l'entretien exploratoire, six étaient pensionnées, une touchait le RSA français (revenu de solidarité active), une bénéficiait d'une aide du CPAS (sans précisions), deux dépendaient de revenus de leurs mutuelles et une était au chômage. Onze entretiens ont donc été analysés.

Deux groupes d'âge distincts se sont donc assez rapidement matérialisés entre les dames pensionnées et les autres, avec de possibles différences dans la façon de consommer. Les dames pensionnées étaient sorties du monde du travail, libérées de la pression sociétale qui y est associée. Les plus jeunes étaient en âge de travailler, mais pour diverses raisons, elles n'étaient pas intégrées dans le monde de l'emploi.

## La méthode d'analyse

De par l'utilisation double des entretiens pour le stage et le mémoire, certains entretiens ont pu s'avérer bref, d'une trentaine de minutes, en comparaison à d'autres entretiens allant jusqu'à deux heures d'échange. Par ailleurs, la situation de quarantaine qui a été installée en Belgique et France durant une importante partie du premier semestre 2020, suite à la crise du Covid-19, a partiellement empêché la réalisation d'entretiens supplémentaires pour compléter ces données initiales. L'analyse a donc approfondi au maximum les retranscriptions et les informations mobilisables. Comme l'explique Kaufmann sur la thématique des types de matériaux d'entretien : « *D'autres sujets produisent un résultat contraire. [...], qui passent peu par la conscience et sur lesquels il est par conséquent difficile de parler. Les phrases*

*recueillies étaient donc rares et brèves, allusives, banales. Ce type de matériau pauvre implique que le chercheur adopte une attitude beaucoup plus offensive dans l'investigation, qu'il exploite le moindre indice, qu'il passe plus de temps sur chaque phrase : le risque en effet n'est pas ici d'être noyé mais de rester en surface »* (1996, p.91). Toute une partie de cette thématique, concernant les routines et habitudes alimentaires, appartient sans aucun doute à cette catégorie de sujets très peu conscientisés. Des difficultés ont été relevées lors de certains entretiens, les personnes ne parvenant pas à prendre une posture réflexive quant à leurs routines, leurs habitudes et les raisons qui les poussaient à les exécuter.

## **L'analyse des entretiens**

Pour travailler le matériau, une analyse plutôt thématique a été choisie, entre autres motivée par l'analyse préliminaire de Lelubre (2019) et la structure du guide d'entretien de façon générale. En effet, quelques remarques ont déjà été réalisées dans son rapport sur, par exemple, la perception du bio, ce qui a alors servi de base à ces analyses, pour soit approfondir soit contredire ses propos.

La méthode s'est orientée vers la rédaction de fiches, remplies lors des retranscriptions des entretiens, avec des extraits et réflexions annotées. Le temps a été annoté pour les retrouver dans la retranscription globale. Cette méthode a permis de laisser libre cours à l'inspiration et aux commentaires (mobilisables ou pas par la suite) durant ces heures penchées sur un entretien spécifique. Cela constitue un temps d'analyse considérable, superposé à un travail plutôt mécanique et chronophage. Toutes les annotations et réflexions n'ont pas été utilisées pour les résultats finaux, mais constituent néanmoins une base forte pour croiser les différents apports de chaque entretien. Comme l'explique Strauss, que Kaufmann cite dans son ouvrage : *« Elles permettent d'accumuler observations prises sur le vif et idées encore dans leur "fraicheur initiale", tout en constituant un instrument pour "dépasser les incertitudes de la pensée " (Strauss, 1992, p. 290) en se forçant à écrire ce qui passe par la tête »* (Kaufmann, 1996, p.79).

À côté de ce système de fiches, des « mindmaps » d'idées interconnectées ont été fréquemment réalisés, évoluant au fur et à mesure du terrain et des « redécouvertes » d'entretiens au travers de la retranscription. Cela a permis de dégager une vue

d'ensemble relativement structurée des différentes tendances observées et de les relier entre elles. Ces différents mindmaps ont évidemment beaucoup évolué entre le début du travail et sa rédaction finale, des tendances solides se confirmant, et d'autres, moins tenaces, devant être mises de côté. Il s'agit alors d'un travail de sélection, autant naturelle par la force d'infirmité du matériau qu'arbitraire selon les priorités données par le chercheur pour son rapport, laissant le reste se faner ou de côté pour un travail postérieur.

Au final, la combinaison du stage et du mémoire dans une même récolte de données a eu une part égale d'avantages et d'inconvénients, en dehors de l'aspect pratique et de l'économie de temps. D'un côté, des compromis ont dû être réalisés autour des thématiques abordées en entretien pour les deux travaux. La réalisation de quelques entretiens complémentaires, approfondis, aurait permis la saturation du modèle interprétatif. Cependant, le départ de la structure de stage et donc l'amenuisement des sources de contact, ainsi que les complications de ces premiers mois de 2020 liées à la gestion de la crise Covid-19, ont rendu ceux-irréalisables. D'un autre côté, commencer par l'intégration dans les ateliers durant le stage a apporté un vécu de terrain, et le luxe d'utiliser une méthode plutôt socio-anthropologique. « *Où la compréhension des logiques sociales s'élabore progressivement, ou le questionnement évolue et la problématique 'bouge' [...] où le chercheur suit des 'pistes' plutôt qu'il ne s'enferme dans une quête de confirmations, falsifications ou vérifications [d'hypothèses préétablies]* » (Olivier de Sardan, 2008, p.77).

### III. Réflexions épistémologiques : la position du chercheur

« *Et même si toi, tu te présentes comme étudiante et autre, tu es pensée comme quelqu'un qui fait partie du CPAS* » (Extrait Wagener).

Un des points d'attention qui a dû être pris en considération dans ce travail est la place du chercheur par rapport à son terrain et public, tant durant l'observation participante qu'au sein de la relation d'entretien. En effet, se renseigner sur la façon se présenter face au public est déjà tout un art en soit mais un public précarisé demande une attention particulière et une préparation non-négligeable de la part du chercheur qu'il ne faut pas négliger pour obtenir des rencontres et données de qualité.

#### Les a priori

**Les a priori** concernant le terrain et le public étudiés ont été un premier biais qu'il a fallu prendre en compte. En effet, comme tout individu évoluant dans une société donnée, le chercheur en sociologie est imprégné de conceptions : « *Quand nous réfléchissons uniquement à partir de notre propre idée et de notre propres perceptions, ce que nous jugeons être des analyses objectives est immanquablement marqué par nos jugements subjectifs* » (Van Campenhoudt & Marquis, 2014, p.13). Cet extrait sert d'introduction à la présentation de l'ouvrage de R. Hoggart, « La culture du pauvre », qui est un cas d'école de l'exercice de prise de recul que le sociologue doit être capable de prendre par rapport à son terrain (1970). Cette expérience se situe plutôt dans la méfiance vis-à-vis du presque **exotisme savant** qui menaçait l'observation participante. En effet, « *la proximité culturelle n'est pas la seule à produire les stéréotypes dont le chercheur est menacé, la distance culturelle en crée d'autres. Lorsque le chercheur ne partage pas un même sens commun avec ceux dont il décrit les comportements, ce ne sont plus les stéréotypes de familiarité qui menacent, mais ceux d'altérité* » (Olivier de Sardan, 2008, p. 300). Le cas présent n'est pas aussi explicite que le serait un terrain anthropologique éloigné, discipline à qui s'adresse cet extrait, mais il n'empêche qu'en ayant évolué dans un milieu complètement différent de mon terrain, il semble bon de garder ce biais à l'esprit.

A la suite de ce constat, il a fallu contrôler les **désirs de généralisation intempestifs** qui s'éloignaient des caractéristiques réelles de l'échantillon à cause de la tentation de créer un travail s'appliquant à tous les « bénéficiaires d'aide sociale ». En effet, derrière ce statut se retrouvent des profils très diversifiés, autant en termes de conditions socio-économiques que de genre ou d'âge. Il faut reconnaître l'existence d'une certaine attente stéréotypée vis-à-vis du public rencontré, ce qui aurait pu déstabiliser l'approche par manque d'adaptation à la réalité du terrain. Je présageais en effet travailler avec des chômeurs et chômeuses, profil qui ne représente au final qu'une seule personne de cet échantillon. Les personnes interrogées sont principalement retraitées ou bénéficiant de revenus liés à leur santé problématique. Elles présentent donc des caractéristiques, des pratiques et des discours non-généralisables à l'idée de chômeur qui a initialement guidé cette recherche.

Dans une méthode inductive, *« l'entretien compréhensif reprend les deux éléments (théorie et méthode), mais il inverse les phases de la construction de l'objet : le terrain n'est plus une instance de vérification d'une problématique préétablie mais le point de départ de cette problématisation »* (Kaufmann, 1996, p. 21). Vouloir s'entêter à appliquer des déductions de terrain à une population plus large que celle étudiée, par volonté d'englober tous ces « publics précarisés » n'aurait été que contre-productif et aurait occulté une certaine richesse de profils, trop souvent camouflés sous le terme « bénéficiaire d'aide sociale ».

## Sur le terrain

Une partie des réflexions présentées ici ont été soulevées par le professeur Wagener, qui a été consulté pour avoir un avis sur la façon d'intégrer un terrain où le monde de l'enseignement, d'autant plus universitaire, est vu avec méfiance. Wagener est un sociologue belge travaillant entre autres avec des publics précaires, comme les familles monoparentales (2019) ou les sans-abris (Malherbe, Moriau, Rosa et Wagener, 2019). Il est important de **choisir correctement la casquette à mettre en évidence** : chercheuse universitaire ou travaillant avec (et non pour) le CPAS. Dans les deux cas, il a semblé qu'une certaine menace soit présente pour le public concerné, qu'elle soit symbolique pour le première choix ou plus pratique pour le deuxième. En effet, se présenter comme faisant partie du CPAS, dont ils dépendent pour leurs revenus, peut limiter la liberté de réponse qu'ils s'accordent par peur de représailles

de l'institution. Il a donc fallu construire une identité qui apparaisse plus abordable, comme les termes « étudiante » ou « stagiaire » par exemple. Le fait que le public ait été exclusivement féminin a probablement facilité mon intégration grâce au facteur de genre. Il a permis une entrée dans ce pseudo « groupe de femmes », ce qui se retrouve par ailleurs dans la culture populaire sous « *forme de solidarité immédiate entre femmes vivant de la même manière et confrontées aux mêmes difficultés, expression de complicité et d'un contre-pouvoir féminins dans une société où les rôles sexuels étaient très nettement clivés [...]* » (Schwartz, 1990, p. 73). Parler des enfants, se plaindre des maris ou des difficultés à cuisiner correctement sont des sujets généralement assez communs à bon nombre de femmes adultes. Certaines ont été plus méfiantes au début, d'autres se sont confiées directement, même sur des sujets sensibles, mais au fur et à mesure des séances, ma présence s'est normalisée.

Concernant les entretiens avec d'autres personnes que celles de l'observation participante, le chercheur se retrouve évidemment avec moins de marge de manœuvre. En effet, il n'a droit qu'à une seule première impression avec son interviewé, contrairement aux rencontres renouvelées de l'observation participante. Il a fallu osciller entre l'envie de garder un vocabulaire sociologique, probablement due à une partielle déformation professionnelle et le **besoin de le vulgariser** pour se rendre accessible à son public. « *L'accent mis par Pierre Bourdieu et ses disciples sur les effets de domination inhérents à la situation d'entretien du fait des différences de statut social entre les chercheurs et ses interlocuteurs issus de milieux sociaux plus modestes va dans le même sens* » (Olivier de Sardan, 2008, p. 58).

Une porte d'entrée pour ces entretiens a été de leur demander leur opinion sur les ateliers AD-In suivis et ce, afin que le centre de l'échange paraisse s'axer autour des ateliers plutôt qu'explicitement autour de leurs propres perceptions. Demazière et Zune (2019) citent différentes études pour parler ce sentiment d'« **illégitimité de prise de parole** » que peuvent ressentir certains publics précarisés, « *par l'effet des mécanismes de domination sociale* ». Un autre des points d'attention lié à la tenue d'entretien concerne l'éventuel **manque de réflexivité** concernant le pourquoi de certaines habitudes alimentaires, ce qui « *implique que le chercheur adopte une attitude beaucoup plus offensive dans l'investigation* » (Kaufmann, 1996, p. 91). C'est en partie le ressenti présent à la suite de certains entretiens, où il a fallu poser la même

question sous différentes tournures pour obtenir une réponse complète. Les entretiens ont donc oscillé entre certains restés coincés dans une relation hiérarchique, alors que d'autres où « *le cadre de l'entretien est comme oublié : on bavarde autour du sujet. De tels moments indiquent que l'on a atteint un bon niveau de profondeur et jouent un rôle positif de respiration, pour l'enquêteur comme pour l'enquêté* » (Kaufmann, 1996, p. 47).

## Les habitus

Une autre conséquence de cette distance sociale entre le chercheur et son public sont les habitus dans lesquels ils ont évolué ou évoluent, qui ne doivent pas se placer en travers de la bonne conduite d'un entretien ou d'une interaction. En effet, la motivation principale pour débiter ce mémoire a concerné les pratiques environnementales et les mouvements sociaux, domaines dans lesquels je baigne, autant par convictions personnelles que par mon environnement social en tant qu'universitaire engagée, venant en plus d'une famille de classe moyenne. Un **travail d'empathie** (au sens premier) a donc été nécessaire de la part du chercheur, qui se doit d'accepter des visions autres que les siennes concernant ses thématiques d'intérêt. Le problème des a priori mentionnés précédemment découle aussi en partie de ces **différences de positions sociales**.

Lors des moments de création d'hypothèses ou d'interprétation, « *des pressions incessantes des stéréotypes et des idéologies sur le regard de l'anthropologue* » (Olivier de Sardan, 2008, p. 98), ou du sociologue dans ce cas, doivent être surveillées avec vigilance. Elles ne sont pas supprimables mais le désir de compréhension de son public, et la **réflexivité du chercheur** quant à ces pressions permettent de les garder sous contrôle. Le résultat a été qu'au cours de cette récolte de données de quelques mois, de multiples interrogations sur mes propres motivations et pratiques environnementales ont émergé, autant que sur celles de ces interlocuteurs. Cela m'a donné l'occasion de **rompre avec un certain « ethnocentrisme de classe »**, et d'éviter de tomber dans une interprétation paternaliste ou teintée de pitié pour ces publics qui, même si plus éloignés de la sphère de l'éducation, ont une vision du monde tout aussi valide et digne d'être étudiée objectivement.

## Le monde de l'éducation

Un point important considéré dans la tenue de ces d'entretiens a été le **vocabulaire employé** pour parler des sessions organisées dans le cadre du projet AD-In. Cette remarque fait suite au paragraphe précédent, mentionnant le rapport compliqué des personnes précarisés avec le monde de l'éducation. Comme l'illustre Wagener, « *les gens n'aiment pas quand on leur dit qu'ils ont, doivent être formés quoi, qu'ils ont besoin d'autre chose. Parce que le terme formation, ça renvoie aussi, fin c'est des populations qui ont quand même un passé très conflictuel par rapport au tout ce qui est école et tout ça quoi* » (Extrait Wagener<sup>2</sup>). Ce commentaire a beaucoup guidé la manière de diriger les entretiens, où le terme « formation » et ses équivalents ont dû être évités au maximum, afin de ne pas influencer négativement l'interlocuteur et affecter une partie de la relation d'entretien. « *Chaque question, quand elle est posée, y compris celle qui se voudrait la plus technique ou la plus neutre, définit un jeu d'influences* » (Olivier de Sardan, 2008). Il est donc souvent question de l'utilisation d'une réflexivité constante, pour privilégier les mots « séance », « défi alimentaire », « atelier », etc.

De plus, le langage a également été un point d'attention, lié au monde de la sociologie et plus spécifiquement à sa déformation professionnelle bien connue. « *L'étudiant est irrésistiblement tenté d'imiter ces modèles, en multipliant les formules théoriques dans leurs termes à la mode, même quand il les maîtrise mal. « L'orthodoxie verbale » permettant de s'approprier un « label d'appartenance à la science vraie »* (Passeron, 1991, cité dans Kaufmann, 1996, p.114). Cette tendance à utiliser des termes très spécifiques, aux formulations parfois complexes, doit être gardée hors des entretiens. Pour continuer dans cette optique de se rendre accessible à son audience, **l'utilisation de concepts provenant du jargon, familiers seulement aux sociologues de formation, ne ferait que renvoyer une image de non-éduqué à l'interlocuteur, ce qui est exactement à éviter.**

---

<sup>2</sup>Cet extrait est à utiliser comme un témoignage illustratif et non comme une référence bibliographique.



## IV. Discussions

### Introduction

Cette partie rassemble les différents points d'attention qui sont ressortis de l'analyse des entretiens et de l'observation participante, tout en prenant en considération l'état de l'art développé au début de ce travail. Chacun des thèmes a été sélectionné sur base de sa récurrence dans les différents entretiens et les explications fournies par les personnes interrogées. Le court rapport de Lelubre (2019) a également permis d'orienter l'attention vers l'un ou l'autre sujet, qu'elle avait déjà mis en évidence de façon superficielle. Toutefois, mes analyses ne sont pas toujours en accord avec ses résultats. Un focus intentionnel sur les pratiques existantes a été donné, tout en n'omettant pas les autres domaines de l'alimentation où de telles pratiques sont absentes. La raison derrière la sélection des points d'attention est aussi due à leur intérêt dans cette approche compréhensive, avec les nuances de discours qui sont retrouvables autour de ces sujets aussi débattus par les mouvements écologistes de classe moyenne.

Ainsi, dans le premier chapitre, le rapport au « **bio, local et de saison** » dévoile une réalité relativement différente de celle généralement entendue dans le monde de la consommation durable. C'est la thématique qui a été la plus clairement identifiée durant l'analyse suite à la redondance du point de vue donné par les individus. Le deuxième chapitre s'intéresse au **gaspillage**, point d'attention essentiel pour comprendre le rapport à la consommation différée de ces populations précarisées. Le troisième chapitre concerne la **consommation de la viande**. Elle s'avère être une problématique commune aux individus, moins corrélée à la classe socio-économique qu'il n'y paraît au premier abord. Ce sujet amène un certain relativisme à cette différence de classe, pourtant déterminante pour beaucoup de pratiques, et met en lumière un aspect culturel plus répandu en relation avec la viande. Le dernier chapitre rassemble les apports développés dans les trois chapitres précédents afin de monter en généralité et de présenter des **tendances communes**, autant en termes de discours que de pratiques. Une **approche comparative** avec les différents mouvements sociaux et discours environnementaux a également été réalisée afin de répondre à la troisième

hypothèse concernant la position hybride entre consommation critique et justice environnementale.

## Chapitre 1 : Bio, local et de saison

### 1. VISION DU BIO

En suivant les outils d'analyse que J.-C. Kaufmann donne dans son ouvrage (1996), à savoir rechercher des phrases récurrentes, des contradictions, et des contradictions récurrentes, la relation entre ce public et l'agriculture biologique apparaît comme clairement pertinente dans toutes ces catégories. Cette relation reste la plus interpellante après la réalisation de ces onze entretiens, par son apparition systématique. Comme l'avait déjà remarqué Lelubre dans sa note de synthèse, « *dans les représentations des participants, le bio est surtout vécu comme un vecteur de doutes et de questionnements, en ce compris par les participants que nous avons identifiés comme présentant un profil plus sensibilisé aux enjeux de la transition* » (2019). Ces observations viennent appuyer sa remarque et approfondir cette compréhension du phénomène.

Tout d'abord, dix des onze participantes évoquent, en approfondissant l'idée de doute, une certaine méfiance envers le monde de l'agriculture biologique, teintée d'un avis assez négatif :

*« E: Fin, votre opinion sur le bio, c'est quoi? »*

*P: Non, je prends pas bio, je sais pas, j'arrive pas à me mettre sur le bio.*

*E: Vous n'arrivez pas, dans le sens?*

*P:... bah je sais pas, je trouve le goût n'est pas le même, parce qu'une fois, j'ai pris des carottes bio, j'ai pas aimé, elles étaient, je trouve que le goût est pas le même, après je, c'est question qu'il faut s'y habituer, mais, non, je suis pas bio, pas du tout.*

*E: D'accord, pas convaincue.*

*P: Non, je suis pas convaincue par le bio. Non. » (Extrait P2)*

Dans chacun des entretiens réalisés, cette méfiance est visible. Cette idée de « non-convainquant » est justifiée par différentes explications, déjà abordées par des

auteurs (Hughner and al., 2007). Ils citent le prix, la non-disponibilité, le marketing insuffisant, la satisfaction du système actuel, l'apparence « abîmée » et le scepticisme envers le label, élément le plus évoqué dans cet échantillon. Les intervenantes ont souvent mentionné différentes raisons mais c'est cette dernière qui est la plus récurrente, et son explication l'est d'autant plus :

*« Parce que le bio, heu...Bah je vous explique, par exemple, il y a un agriculteur qui fait du bio dans son champs, fin dans son, fin ouais, dans son champs, mais celui d'à côté, il y a pas de bio. Ben un coup de vent, heu, les pesticides vont dans le champs bio. Mais bon, c'est pas vraiment du ... Je préfère acheter à des petits producteurs, même la volaille, les gens qui élèvent leurs poules eux-mêmes, c'est peut-être pas non plus la panacée hein! Mais c'est mieux que... »*  
(Extrait A1)

Que cela soit le vent, la pluie, ou encore la pollution des sols, le label bio ne convainc pas car d'autres polluants peuvent atteindre les produits assez facilement. En effet, les pesticides ne respectent pas les enclosures entre les champs, et ceux qu'utilise un agriculteur peuvent donc aussi affecter les produits biologiques cultivés par son voisin. Cependant, avec une analyse plus en profondeur, **une remise en question du système apparaît, plutôt que celle de l'argument bio en tant que tel**. En effet, quand les personnes associent le bio à la forme d'un label de grande surface, là, la méfiance apparaît. Lorsqu'il s'agit **d'un producteur local, ou la personne elle-même qui produit sans utiliser de pesticides, dans ce cas, le bio est vu comme une plus-value**. Ce point concernant le rapport au local sera développé plus en profondeur dans la section deux de ce chapitre, afin de se concentrer ici sur la forme plus institutionnelle et labellisée du bio.

L'argument de l'agriculture biologique, « **ne pas cultiver à l'aide de pesticides** », est tout à fait approuvé par les participantes. La pollution et les effets qu'elle peut avoir sur la santé sont un des points de préoccupation centraux dans les discours des personnes, avec la mention du scandale du glyphosate, par exemple. Le principal problème avec cette forme labellisée concerne **le manque de garantie**, comme explicité dans l'extrait précédent. L'idée de l'utilisation du transport nécessaire pour déplacer les vivres pose également des questions.

Cette situation est analysable par l'approche de Beck et « la société du risque », qui peut donner plus de sens à cette critique du label bio : « *L'anxiété face aux aliments occupe une plus grande place que par le passé* » (Pleyers, 2011). Cette affirmation s'applique à toutes les strates de la population, mais permet d'éclaircir cette différence de perspective de manière plus globale et compréhensive. En partant du principe que cette anxiété est présente, des alternatives émergent pour pallier à cette situation, comme le clament les promoteurs de l'agriculture biologique. En reprenant d'autres études qui détaillent les différences de consommation de produits bio labellisés en fonction du niveau d'éducation (Kesse-Guyot and al., 2018), une assise certaine se développe pour comprendre la perspective de ce public :

*« P: Je n'y crois pas parce que maintenant, quand on ouvre la télé, on voit ah, crème pour...bio! Shampoing, bio! Tout est devenu bio tout d'un coup. Je ne dis pas qu'il n'y en a pas mais j'y crois pas heu.... »* (Extrait P4)

*« I: Bah le plus important, c'est le prix. Parce que bon, les billets sont déjà fort étroits du monde. Et puis bon ben la quantité, parce que c'est pas la peine de gaspiller. Et la qualité bon ben, à cent pour cent, on peut pas dire que... que ça soit, que les légumes bio soient meilleurs que les autres.*

*E: Pour quelles raisons?*

*I: Bah pour la bonne raison que ici, il n'y a pas longtemps, on critiquait le diesel, hein, avec le, et on a remarqué que les voitures électriques en consommaient presque autant. De CO2. »* (Extrait D3)

De leur point de vue, **le bio est apparu tel une nouvelle tendance. Les labels bio se sont multipliés** et ont été appliqués à d'autres domaines, ce qui n'a fait qu'accroître la confusion. Si les classes plus éduquées ont le luxe de se renseigner de manière approfondie sur la validité de ces différents labels, ce public n'effectue pas cette démarche et les prix pratiqués rendent cette tendance à peine financièrement acceptable pour eux. Ceux qui peuvent se l'offrir vont soit refuser d'en acheter, soit le faire sans être capable d'en identifier la raison :

*« P: Non, je trouve que ça, ça, ça sert à rien, c'est une supercherie. Moi, je pense.*

E: Du coup, pas du tout...

P: Si je peux, j'achète du bio mais sans conviction. C'est pas, j'achète pas du bio pour... pour me dire, "ah bah, c'est bien, c'est plus sain", non.

E: D'accord, et si vous l'achetez, c'est pour quelle raison du coup?

P: C'est pour, je l'achète parce que... Bon, quelque fois, c'est intéressant, les fruits et légumes sont intéressants, mais c'est tout, c'est tout. » (Extrait A1)

Ils se retrouvent donc avec cette arrivée du bio, qui ne cesse de se développer, trop cher à leur yeux et qui ne semble pas avoir de garantie réelle d'action sur la santé. Mais à côté de ce constat, tout le monde semble vouloir l'acheter, tel le nouveau remède face aux scandales apparus à la télévision ces dernières années et aux problèmes environnementaux. Ce constat s'appuie à nouveau sur ce que Beck mentionne, qui est « *la méfiance croissante à l'égard des institutions [...], cette tendance est particulièrement marquée dans le domaine de l'alimentation* » (Pleyers, 2011, p. 28).

Comme ces différents extraits le démontrent, une dimension critique de la consommation de la part des publics précarisés est constatée. Cependant, elle présente également une critique envers les solutions proposées jusque-là qui ne les incluent pas, tant au niveau de leur vision du monde que de leurs moyens financiers. Sans être mentionné dans les entretiens, le concept de Greenwashing semble assez pertinent pour comprendre la confusion vécue par les consommateurs concernant la fiabilité des labels. Selon le dictionnaire de l'université d'Oxford, il s'agit de « *disinformation disseminated by an organization so as to present an environmentally responsible public image* » (« Greenwash », s.d.). Cette stratégie marketing rend la compréhension générale des labels « vert » plus complexes, d'autant plus pour ceux ne se renseignant pas. La comparaison relevée avec les voitures diesel rend cette observation d'autant plus intéressante car elle illustre bien **l'instabilité perçue de la validité des informations**. Le bio pourrait également être une mode ou moins bénéfique qu'annoncé actuellement, tout comme les voitures électrique l'ont été.

Selon l'article de Sommier, Plaud et Poulain (2019), **l'aspect social** est aussi à prendre en considération car il joue un rôle important dans la diffusion des pratiques. De façon générale, « *un consensus apparait parmi les recherches sur la consommation*

*biologique selon lequel cette consommation est un style de vie (Hjelmar, 2011), car elle est sous tendue par une idéologie et un système de valeur (Hughner et al., 2007) ».*

En effet, à cause de leurs moyens limités et dépendants de la structure sociale, ce public a un accès difficile, conditionné à la sphère de la consommation. Ils évoluent également dans des groupes sociaux ne pouvant se permettre d'acheter des produits biologiques. La consommation bio sous cette forme labellisée ne fait donc pas partie de leur style de vie et ne s'intègre pas vraiment dans les représentations sociales de ce public. A côté de cela, les informations à ce sujet leur semblent confuses, diffusées autant par les médias que les réseaux sociaux ou les pairs, et influencées par des stratégies marketing de Greenwashing, ou encore par la remise en question constante des avancées scientifiques. Le message capté quant à l'impact de l'agriculture biologique sur la santé n'est pas manifeste.

Il existe une **critique des modes de production** actuels par ces personnes, sur la présence de conservateurs pour les plus renseignées, ou des pesticides de façon générale. Une certaine **anxiété vis-à-vis de ceux-ci** et des conséquences possibles sur la santé des participants et des proches apparaît également.

*« E: D'accord, niveau pesticides, etc. du coup?*

*P: Voilà, on est moins empoisonné. Parce que ça, ça fait peur hein.*

*E: Dans quel sens?*

*P: Bah ça fait peur ça. Les pesticides, il y en a de plus en plus. Quand il y a des reportages à la télévision, je regarde, je ne sais pas s'ils nous font peur mais moi, ça fait peur quand même. Le glyphosate, tout ça, heu... Les gens, oui, en mangeant sainement, on a du glyphosate dans les urines, pfff non hein. ça fait peur. » (Extrait A1)*

Il s'avère donc que l'agriculture biologique ne satisfait pas. Sa demande d'investissement (économique) plus importante dans la sphère de consommation, sans garantie sanitaire vis-à-vis de cet investissement, apparaît alors non justifiée.

« *Oui, j'en parle, oui oui, j'en parle mais y a..., y a pas mal de personnes "oh, ça sert à rien", "et puis, c'est cher quand on achète bio", tout ça, c'est cher et ça sert à rien.* » (Extrait A1)

## 2. VISION DU LOCAL

### *Relation miroir avec le label bio*

En comparaison à la vision plutôt négative du « label bio », un intérêt poussé pour la consommation locale est marqué pour diverses raisons, qui semblent souvent venir en miroir à celles données contre le label bio :

Le **goût**, présent dans les produits locaux alors que pas convaincant au niveau du label bio :

« *Ben, c'est vrai que quand les gens, ils achètent des chicons en grande surface. Pff! Un, t'as d'jà ça de liquide quand tu les cuis. C'est pas pour dire mais les chicons qu'on fait soi-même, il y a presque pas... il faut surveiller sinon, ils risquent de cramer! Parce que ça ne donne pas beaucoup de rendu d'eau. Donc, mais ceux que si il y a beaucoup d'eau, ben, le chicon n'a pas de goût.* » (Extrait D1)

Le **prix plus élevé mais justifié**, contrairement le label bio :

« *Tandis que le Maustitchi [Ferme locale], ça n'est déjà plus un petit hein. C'est quand même plus vaste, pas une multinationale, comme les grandes surfaces mais je veux dire, moi, je préfère faire vivre, même si je dois donner plus cher à ce moment-là, ça ne me, me fait pas mal au cœur, parce que je dis, j'ai quand même contribué, à des petits fermiers. Le lait, c'est le même, ils donnent le lait là. Voyez? Pourtant, il est un peu plus cher qu'au magasin mais quand vous entendez ce que eux touchent quand ils donnent le lait, c'est honteux quand même.* » (Extrait D3)

La **confiance**, bien présente dans ce cas:

«*Oui, oui oui oui parce que si voulez, j'achète plus en grande surface mais j'achète à la ferme. Voilà. Parce que même les œufs, parce que bon il, oui d'accord comme ici dernièrement on a eu pour apprendre à lire les œufs avec*

*euh Marie [assistante sociale]... Euh quand on voit que c'est marqué un 1 mais quelle preuve on a vraiment, quand on voit la TV bon euh, je sais pas ils peuvent mentir ou quoi. Donc, je prends la ferme.* » (Extrait D1)

Au fur et à mesure des entretiens, **les achats dans des filières locales et circuits courts, sont perçus de manière bien plus positive que ceux d'un label bio** et ce, au vu des arguments en défaveur de ce système, développés dans la section précédente. Lorsque ces deux caractéristiques se superposent sur un produit, qu'il soit bio et d'origine locale, son analyse devient vraiment instructive.

« E : Ok, et ces deux fermes du coup, très locales bio, etc. ou?

P: Il y en a une qui est bio. L'autre elle n'est pas bio mais elle travaille...En fait la ferme du Maustitchi, elle a jamais utilisé de pesticides tout ça, moi, je la connais depuis plus de trente ans. Elle n'a jamais utilisé de produits et elle est devenue bio à cause que les gens demandaient pourquoi elle était pas bio, et que ci et que là. Mais pour devenir bio, ça coûte cher. Donc la ferme du pavé nous a prévenu, moi je ferais jamais le brevet pour devenir bio. Parce que je crois que c'est une histoire de 30 000 euros, fin ça coûte très très cher pour avoir la charte, pour avoir les expertises, or qu'on sait parce qu'elle accepte qu'on aille visiter, on sait qu'elle travaille aussi sans pesticides. [...] même s'il y a pas le label bio, c'est quand même... » (Extrait D2)

« E: Donc du coup, acheter local, c'est aussi quelque chose...

P: C'est important, je trouve que c'est important, on s'empoisonne moins.

E: Dans le sens local? Quelle est la différence avec...?

P: Bah je pense que les petits jardiniers, mettent moins de produits chimiques dans leur jardin, fin je pense hein.

E: D'accord, niveau pesticides, etc. du coup?

P: Voilà, on est moins empoisonné. Parce que ça, ça fait peur hein. » (Extrait A1)

« Oui, bon voilà, donc je dis, je vais à la ferme. Là, je sais qu'ils sont bons, ils sont bios, ils sont voilà, élevés en pleine terre, donc c'est des bons œufs. » (Extrait D1)

Un retournement dans le discours par rapport au bio apparaît directement, qui est, à ce moment, considéré comme une plus-value dans le discours en faveur des achats locaux. Face à la méfiance éprouvée envers la forme labellisée, une confiance, presque aveugle, dans les produits locaux, même s'ils sont bio, est observable. Cela permet d'affirmer que ce n'est pas l'argument « bio » en tant que tel qui freine les consommateurs mais bien la formulation labellisée utilisée. Dans l'immense majorité, ce qui pose problème dans le label bio est « résolu » dans le local.

Leur consommation critique, qui n'était donc pas en faveur de ces labels bio, s'est finalement trouvée favorable au local. En rejoignant Angeon et Barraud sur une thématique similaire en Guadeloupe, cela permet d'énoncer que « *la construction de systèmes alimentaires territorialisés permet de mettre en cohérence un ensemble de valeurs : écologiques, éthiques, culturelles et sanitaires* » (2019). Comme Sommier, Plaud et Poulain (2019) l'expliquent pour la consommation de produits bio, celle de produits locaux peut aussi s'inscrire dans une idéologie et un système de valeurs. Ils sont alors plus proches de celles desquelles cet échantillon se retrouve.

Toute la critique de la provenance, de l'**éloignement** (très symbolisé à travers la figure du transport), du manque de confiance qui en découle, est résolue par la proximité, la valorisation des productions locales, qui sont, elles, dignes de confiance. Face à l'anxiété de la vaste globalisation, se « réfugier » dans la fiabilité de nos concitoyens fermiers semble une option plus enviable :

*« Mais pour devenir bio, ça coûte cher. Donc la ferme du pavé nous a prévenu, 'moi je ferais jamais le brevet pour devenir bio'. [...] Je la connais aussi depuis longtemps [la propriétaire de la ferme]. Donc maintenant, on a la chance de travailler avec elle, elle est très gentille, elle explique bien, donc on peut rassurer les gens que, même s'il y a pas le label bio, c'est quand même... »*  
(Extrait D2).

*Qui est « local » ?*

Certaines personnes mentionnent également des nuances dans ce discours du local, concernant ce qui peut être jugé, ou non, comme local :

*«P: Voilà. Bah j'y vais encore, parce que bon, quand on voit pour l'instant, ou bien ici, on va chez Caulier parce que les fruits et légumes sont beaucoup moins chers, c'est un magasin qui fait que des légumes.*

*E: Heu local et compagnie ou?*

*P: Non pas local mais je veux dire, que c'est, que, tu trouves, je dois pas aller chercher les pommes là, les poires là, les mandarines là, il vend. La caisse de chicon est à cinq euros, bah il est marqué "Belgique" déjà. J'espère que du moins, ils sont bien fait en Belgique hein, mais il est marqué Belgique sur le carton que...» (Extrait P3)*

*«Je préfère acheter à des petits producteurs, même la volaille, les gens qui élèvent leurs poules eux-mêmes, c'est peut-être pas non plus la panacée hein! Mais c'est mieux que...» (Extrait A1)*

Malgré l'approbation générale du local, les quelques voix le remettant en cause ne sont pas aussi affirmatives qu'avec le bio, et elles ne perçoivent pas vraiment d'alternatives. Un point intéressant du premier extrait concernant ce qui est considéré comme « local » ou non mérite cependant d'être développé un peu plus en profondeur, appuyé par d'autres extraits allant dans le même sens:

*« Bah non hein, il faut aller dans les petits producteurs. Par exemple, là, sur Audruicq, il y a un marché toutes les semaines et il y a des vendeurs, fin des fermiers qui vendent leurs produits, c'est quand même plus... C'est mieux d'acheter là qu'un grand marchand de fruits et légumes où grande étale. Bon, eux, ils vont se procurer au MIN [Marché d'Intérêt National] de Lomme, du côté de Lille. Et donc, c'est pas des, c'est pas des fruits et légumes bon... C'est quand même traité, c'est...» (Extrait A1)*

Dans ces trois extraits, ce qui est considéré comme «local» est différent de ce qui est «national». Par exemple, une production française n'est donc pas automatiquement considérée comme «locale». Au vu des trajets internationaux effectués par les aliments

dans les filières «classiques», les deux critères pourraient cependant être facilement associés. Il ne s'agit donc pas de catégories bien définies, mais plutôt d'une forte dépendance à la vision du monde alimentaire par la concernée. L'extrait suivant montre le cas le plus extrême de l'échantillon, mettant en opposition une ferme de la région et «les petits producteurs»:

*« Voilà. Parce que bon, la ferme du Maustitchi, bah, c'est déjà plus grand, plus vaste quoi. Bon il y a sûrement d'autres [...]. C'est dans un petit village aussi. Et là, c'est une petite ferme, c'est vraiment une petite ferme qui cultive donc, pas des champs comme au Maustitchi, des petits légumes et alors, chaque saison, vous avez forcément, et vous prenez au poids. ça, c'est, vous voyez? ça, c'est un petit endroit, truc. Tandis que le Maustitchi, ça n'est déjà plus un petit hein. C'est quand même plus vaste, pas une multinationale, comme les grandes surfaces mais je veux dire, moi, je préfère faire vivre, même si je dois donner plus cher à ce moment-là, ça ne me , me fait pas mal au cœur, parce que je dis, j'ai quand même contribué, à des petits fermiers.» (Extrait D3)*

Cet extrait met bien en évidence **un fantasme du «petit» producteur local**, une certaine idéalisation du rôle de fermier. Dans chacun des entretiens, l'adjectif «petit» est identifiable devant différents noms de profession citées: petit producteur, petit fermier, petit boucher, petit boulanger, etc. Il semble qu'à côté de tous les bénéfices cités précédemment, une forme d'adoration du passé, du paysan «pré-industrialisation» soit aussi partiellement présente. Une étude concernant ce point spécifique serait justifiée mais par manque de données spécifiques, il ne sera pas plus approfondi dans ce travail

### 3. VISION DE LA SAISONNALITÉ

Pour analyser la consommation de légumes, un dernier élément est à mettre en exergue dans les habitudes d'achat des individus : l'achat de produits de saison, comme l'adage courant et relativement répandu le résume bien « bio, local et de saison». Au sein de l'échantillon, peu de personnes incluent la saisonnalité de façon rigoureuse mais certaines s'y essaient néanmoins, en invoquant différents arguments: « le goût est meilleur », « c'est plus naturel et donc plus sain », « la qualité est

meilleure », etc. D'autres trouvent également cela « normal » de suivre le cycle des saisons, d'autant plus si elles possèdent un potager. Lelubre l'avait déjà souligné dans son rapport : « *Manger de saison, c'est aussi manger local et ainsi éviter la pollution au transport. [...] aussi manger des produits dont le prix est réduit* » (2019). D'un côté, les arguments de santé, économiques, et parfois environnementaux, sont réunis dans cette pratique pour celles qui y adhèrent. D'un autre côté, les connaissances limitées sur le cycle saisonnier des légumes et l'envie de ne pas se restreindre sont présentes pour les autres. Au cours des entretiens, certaines habitudes « de saison » sont néanmoins très perceptibles, même si elles ne sont pas nommées directement comme telles, car elles « tombent sous le sens » pour les concernées. Par exemple, la consommation de fraises ou de tomates en hiver est très mal perçue, tout comme celle de chicons (endives) ou de marrons en été. Selon ces personnes, il ne faudrait même pas y penser tant la qualité et le goût sont altérés.

*« Bah je me dis, d'un certain sens, bon, faut suivre, on mange pas des fraises maintenant. C'est impossible, ça vient d'où? Maintenant, je me dis oui, on en a discuté, les fraises, elles viennent de, de je-ne-sais-pas quel pays, c'est pas bon non plus. Les trajets, ...Faut manger des légumes, si, les fruits pour l'instant, c'est les mandarines. Chez moi, c'est les mandarines, c'est les poires et les pommes. » (Extrait P3)*

Ces trois façons de consommer les légumes, bio, local, de saison, reposent principalement sur les mêmes ensembles d'arguments énoncés tout au long de ce chapitre, ce qui donne des constellations de pratiques assez variables. Une personne consommant local pourrait être identifiée comme le faisant également de saison, ou vice-versa mais la causalité des liens n'est pas si nette. Ces organisations varient énormément selon les sensibilités de chaque personne, de sorte que respecter les saisons tout en achetant au supermarché est aussi un profil présent, l'argument économique étant alors le plus central.

## Chapitre 2 : Le gaspillage

### 1. LE DÉCHET NON-JETABLE : L'ALIMENT

Une autre remarque soulignée dans le rapport de Lelubre était « le gaspillage alimentaire, une porte d'entrée fédératrice », où elle note : « *La majorité des participants aux défis s'accordent sur l'importance d'éviter le gaspillage alimentaire, particulièrement en ce qui concerne la viande* » (2019, p.8). Il s'avère que ces résultats présents sont relativement similaires, à l'exception de l'entretien exploratoire, qui se pose en opposition à cette affirmation. Les entretiens réalisés n'ont cependant pas spécifiquement été orientés sur le gaspillage de la viande, les concernées mentionnant plutôt leur rapport aux légumes.

Comme Lelubre le cite sous une forme de « porte d'entrée », le gaspillage alimentaire est un des points qui revient le plus naturellement dans les entretiens, menant presque à une saturation des données à ce niveau. Tout comme pour le rapport au bio, le sujet fait partie des « phrases récurrentes » relevées, que Kaufmann (1996) invite à rechercher lors de l'analyse des entretiens car elles sont généralement porteuses de sens pour le public concerné. Il s'avère que les registres explicatifs les plus utilisés sont ceux de l'économie réalisée et de l'éthique, et que, pour une bonne majorité de ces personnes, le gaspillage alimentaire n'est pas bien perçu, à éviter même, car il entre en contradiction avec des valeurs bien ancrées :

*« Boh, par exemple, je vais dire demain, après-demain, je vais faire à manger, puisque je fais plus mes courses tous les jours, bah, je réfléchis vraiment pour pas gaspiller. »* (Extrait P4)

*« Bah, il, pas de gaspillage parce que bon, comme j'ai dit, je fais des pizzas, je fais des croquettes au fromage, ah il reste un peu de poulet, bah, je le rechange en un autre truc. Si c'est pas pour le lendemain, bah les croquettes au fromage, je peux le mettre au congélateur, du dimanche au du lundi, on fait ça en entrée, une croquette au fromage, ah t'avais fait ça? Oui, je l'ai mis au congélateur. C'est vrai que... »* (Extrait P3)

*« I : [...] Nan, on a, moi, ça m'a quand même ouvert pas mal de trucs en disant, bah oui tout compte fait, pour manger ça, autant manger ça. Bah, tu vois, je*

*jetais ça et pour finir, on sait faire de la soupe, on sait faire plein de choses avec quoi. Ma sœur, elle jette rien, dans les légumes, elle jette rien, elle fait de la soupe avec tout. Que moi, non, moi, bon maintenant, je gaspille moins mais...*

*E: Et vous faites, fin gaspiller moins, il y a quoi que vous avez changé, les légumes en soupe et quoi d'autre par exemple?*

*I: [...]. Mais par exemple, les carottes, bah je ne les pèle plus. Je les cuis comme ça, que ça soit quand je fais une ratatouille ou quand je fais une soupe, je les lave et je les mets. Que avant, je les pelais. Donc déjà là, d'office. Alors qu'est-ce que je fais, que je ne faisais pas Bah les, le vert des carottes, je jetais. »*

(Extrait D3)

En ce qui concerne **l'éthique**, ce comportement est, entre autres, à relier avec l'âge des participantes. En effet, plus de la moitié sont des retraitées et ont donc plus de soixante-cinq ans (6/11). Concernant la perception du gaspillage, un **effet de génération** est donc à prendre en considération dans le cas présent. En étant nées au plus tard au milieu des années cinquante, leurs parcours ont été influencés par les changements sociaux et historiques propres à leur époque (Chauvel, 1998, p. 21-23). Comme l'explique également O. Schwartz concernant cette génération : l'après-guerre et ses conditions difficiles ont rendu les comportements ascétiques nécessaires pour s'en sortir. Il a fallu attendre la fin des années soixante pour que les classes ouvrières, précaires, se permettent de rentrer dans la consommation (1990, p. 69). Ces comportements ascétiques sont par ailleurs présents dans d'autres pratiques, comme dans la consommation d'eau, d'électricité, etc. Ils ne seront cependant pas abordés dans ce travail.

Par ailleurs, la presque totalité des entretiens mentionne l'éducation donnée par leurs parents en rapport avec leur alimentation actuelle, ce qui démontre l'importance de la **socialisation primaire et secondaire** dans l'apprentissage des pratiques alimentaires.

*« Elle me regarde, j'ai dit "mais moi, je suis une vieille." Parce qu'elle parlait de pas faire attention pour ne pas gaspiller l'alimentation, mais moi, j'ai été élevé comme ça. On est des gens qui avaient pas beaucoup des moyens donc forcément on... On faisait très attention. Moi, de l'alimentation dans la poubelle,*

*moi, à part mes épluchures, et deux croûtes de pain... Quand elle explique qu'elle retrouve des pains entiers dans la poubelle, moi, je comprends pas. Mais je ne comprends même pas non plus des gens qui achètent des plats tout faits. »*  
(Extrait D2)

En ce qui concerne les autres dames plus jeunes, des comportements allant dans ce sens sont observables mais sans cette forte justification liée à l'éducation. Elles se retrouvent donc plus dans **l'argument économique**, même si les deux sont fortement liés. Ne pas jeter quelque chose qui peut être utilisé, ce qui permet de ne pas devoir acheter, ou moins, parle beaucoup aux participantes. C'est d'ailleurs un des points thématiques de l'alimentation durable qui semble le plus pertinent pour elles. Néanmoins, une nuance à ce propos a été apportée dans la section suivante. Ces pratiques d'ascétisme alimentaire, ou d'économie intelligente, trouvent une place très intéressante dans les discours des personnes. Elles désignent **donc plutôt des pratiques environnementales « orientées impact »** (Gatersleben, Steg et Vlek, 2002), **même si ce n'est pas leur intention première.**

Le critère environnemental n'est pas présenté comme prioritaire mais peut venir se greffer à celle-ci, si l'individu y trouve déjà un intérêt économique. Un prix moins élevé est d'ailleurs un des arguments souvent utilisés pour convaincre d'acheter local. Il devient un achat plus « malin », auquel peuvent éventuellement venir s'ajouter des préoccupations environnementales. Il serait d'ailleurs pertinent d'analyser la vision du gaspillage alimentaire dans les classes plus confortables, plus jeunes également, qui n'ont peut-être pas grandi avec ces valeurs ascétiques. Plusieurs retraitées me parlent en effet de leurs enfants, maintenant adultes, gaspillant la nourriture, ou des « générations d'aujourd'hui » qui n'ont pas à apprendre à faire avec ce qu'elles ont. L'entretien exploratoire, une dame âgée de trente-cinq ans, se situe plus dans cette optique, ne se souciant pas vraiment de ce qu'elle gaspille. N'ayant pas traité ce groupe d'âge dans l'échantillon, cet entretien est mobilisé afin de suggérer une piste d'étude à poursuivre plutôt qu'une tentative de généralisation.

Vu le climat de gaspillage alimentaire dans lequel se trouve les pays riches, il est pertinent de considérer ces pratiques comme environnementales « orientée impact » Par ailleurs, Monsaingeon souligne dans sa thèse qu'un rapport du FAO (Food and

Agriculture Organisation of the United Nations) cible le comportement des usagers comme responsable d'une partie non-négligeable du gaspillage<sup>3</sup> alimentaire de masse se déroulant dans les pays développés (2014, p. 312).

Le public présenté a donc **pas l'impression d'avoir peu de contrôle sur la source de son alimentation (restriction budgétaire oblige), mais il fait du produit acheté l'utilisation la plus poussée possible**, pour ne se débarrasser que de ce qu'ils considèrent comme un « déchet ». Ce qui, au niveau des aliments, apparaît être un comportement répondant à la problématique de gaspillage.

## 2. QU'EST-CE QUI EST UN « DÉCHET » ?

À la suite de ces entretiens et des discussions sur le gaspillage alimentaire, un élément paraît important à examiner : **les variations dans ce qui est considéré comme un « déchet », et son influence subtile dans les comportements des gens, en matière de gaspillage**. Certains extraits de la section précédente abordent l'utilisation des fans de carottes ou des épluchures dans des soupes, se disant qu'ils évitent un gaspillage auparavant imperceptible. Mais à côté de ça, une dame s'est choquée de cette pratique :

*« I: Oh, moi, je me vois pas manger les épluchures de mes légumes hein! [rire] On a beau dire qu'on peut faire des tartes avec des épluchures, faut quand même pas exagérer. Bientôt on va nous dire de, de manger je ne sais pas quoi. Non, non, moi, dans ma poubelle, ça va être, des épluchures, des choses qu'on peut recycler, si j'utilise du papier essuie-tout, ça se recycle, toutes des petites choses. » (Extrait A2)*

À côté de cette réflexion, vient une autre, dans une thématique parallèle :

*« E: Oui. Vous entendez écologie, vous pensez à quoi par exemple? En mots-clés, en images.*

*P: écologie, bah, c'est les trucs en plastique pour l'instant.*

*E: Comment ça?*

---

<sup>3</sup> Concernant la consommation (les achats des ménages et la distribution) contrairement à l'appellation « perte », concernant la chaîne de production.

*P: Bah...plus de plastique, on entend que ça, le plastique.*

*E: Et c'est, ça vous convint ou pas?*

[...]

*P: Bah le plastique ça fait longtemps que ça existe mais bon. Non, j'ai pas trop d'intérêt non.*

*E: D'accord. Est-ce que vous vous considérez comme une personne écologique ou pas?*

*P: Bah je trie. Oui, je trie, ça oui. » (Extrait P1)*

Ces quelques extraits illustrent deux constats. Premièrement, **le statut de déchet apparaît variable au sein de l'échantillon** (en ce qui concerne les légumes). Deuxièmement, **le plastique n'est mentionné dans la thématique du gaspillage que par deux personnes sur les onze entretiens**. Celle de l'extrait ci-dessus, P1, en parle de façon indifférente, sous le constat de « tendance » alors que l'autre, plus conscientisée, se soucie de sa consommation de plastique. A part cette dernière, qui se positionne en exception dans l'échantillon, cette considération du plastique est probablement une des grosses différences avec les considérations des mouvements écologistes tels que la consommation critique, l'économie circulaire, ou encore le Zéro-Déchet popularisé par Béa Johnson (2016).

Comme l'explique en profondeur Crozes (2019) : « *Le terme de « déchet » en tant que tel semble donc n'être véritablement apparu [...] début XX<sup>e</sup>, avec le développement des modes de vie humains tels qu'on les connaît, l'industrialisation et l'entrée dans l'ère de la société de consommation et du « tout jetable ». L'accès aux matières à bas coût et de synthèse, comme le plastique ou les engrais chimiques, parachève alors de construire la notion de déchet en tant que substance de laquelle l'on se défait, dont on ne pourra plus avoir l'usage. [...] L'économie circulaire est une donnée récente qui, [...] figure aujourd'hui au titre des principes environnementaux et consiste à dépasser le modèle du « tout jetable » en favorisant la prévention de la production de déchets ou, à défaut, leur retraitement.* »

Ces différentes observations autour du gaspillage mènent à une réflexion plus large sur ce qui est pris en compte, ou non, dans la vision du gaspillage du public étudié. Premièrement, les aliments cuisinés ne sont pas perçus comme jetables et sont

à consommer au maximum. Deuxièmement, les épluchures et fanes, entre autres, ont un statut variable. Ils peuvent passer de déchet à consommable car une nouvelle utilité leur a été trouvée. Troisièmement, uniquement une seule personne sur onze (qui est également la plus sensibilisée aux enjeux écologiques et à la diminution de l'usage du plastique) considère le plastique comme un enjeu. Les autres **ne considèrent pas d'elles-mêmes le plastique, et les emballages de façon générale, comme importants dans la thématique du gaspillage**. De la même manière que les épluchures semblent acquérir une nouvelle utilité, les mouvements d'économie circulaire tentent de reproduire cette dynamique de requalification avec de nombreux objets jusque-là considérés comme déchets, et donc de réduire ce qui n'est pas réutilisable. De nombreuses politiques nationales et européennes allant dans ce sens sont observables (Crozes, 2019 ; Jolly, 2018).

La thèse approfondie sur le sujet de Monsaingeon (2014) permet de mettre quelques points en évidence pour comprendre cette différence. Selon lui, l'apparition d'un « *ethos de jetabilité* » s'est développé en parallèle à cette consommation de produits à usage unique, motivé par les discours environnementalistes des années 1970. Les débuts du tri sélectif se mettent en place, et avec eux, une « *moralisation systématisée du rapport des usagers à leurs déchets* ». Le consommateur jette alors correctement son déchet pour pouvoir en oublier l'existence, à travers la poubelle, et cède donc à une autorité tiers (collecte publique) la responsabilité de s'en occuper correctement. Cela nécessite une certaine confiance dans la gestion par l'autorité en question. « *La poubelle agit comme moyen immédiat de la disparition du résiduel dans l'espace urbain, plus encore, elle devient un véritable territoire de l'oubli* » (Monsaingeon, 2014). **Évacuer le déchet de l'univers domestique**, univers essentiel pour les classes populaires (Schwartz, 1990), ne représente donc pas un problème pour ces publics, car rien ne peut en être fait avec de toute manière, et s'il est bien jeté, c'est **un acte citoyen basé sur la croyance en la gestion et le recyclage par la commune**, ce n'est donc plus son problème.

L'entretien exploratoire est le seul où la personne se refuse à participer au tri sélectif, argumentant que les taxes sont déjà élevées et que donc, « ça ne donne pas envie de le faire ». Même dans ce cas, la reconnaissance du tri comme un acte citoyen normal est néanmoins visible, un acte auquel elle se refuse et qu'elle pose alors comme

un acte de rébellion contre l'autorité communale. Ce n'est pas sans rappeler l'article de Abdmouleh (2007) sur son cas tunisien de consommation de produits bio, où un combat contre l'ordre social établi est mené à travers ce refus de citoyenneté exemplaire.

Une **invisibilisation du parcours des déchets, après avoir été jetés, est l'une des raisons de cette non-prise en considération du « après »**. Si on jette bien, en triant, il y a une déresponsabilisation de ce qui se passe après, ce qui rend l'appartenance des emballages et du plastique obsolète dans la thématique du gaspillage. C'est un des éléments qui différencie largement les discours de ces participantes de ceux des mouvements environnementaux en général : cette **possibilité d'externaliser la responsabilité**, d'abord à la commune, et au domaine public. Ces derniers peuvent alors également externaliser les déchets dans des pays en voie de développement, ce qui compartimentalise cette préoccupation. Le slogan typique de la consommation critique « Agir local, penser global » ne semble pas d'application dans ce cas de figure, les conséquences de la gestion non-optimale des déchets plastiques étant oubliées au détriment des pays en voie de développement, et de l'océan servant de dépotoirs généralisés pour les pays les plus consommateurs (White, 2008/9).

### Chapitre 3 : La viande

Partant du postulat que le secteur de la viande est considéré comme l'un des plus polluants en termes de CO<sub>2</sub> à ce jour (Scarborough et al., 2014), se pencher sur cette thématique est bénéfique dans le cadre de ce terrain centré autour de l'alimentation. Scarborough et al. mettent en évidence qu'un régime « plant-based » est associé à des émissions de CO<sub>2</sub> moins élevées qu'un régime carné, qui peut générer jusqu'au double de ce qu'un régime vegan produit (2014, p.179). Devenir végétarien, ou du moins diminuer sa consommation de viande, reste donc un acte environnemental qui est orienté impact, tout en pouvant être orienté intention ou pas (Gatersleben, Steg et Vlek, 2002).

Comme Radniez, Beezhold et DiMatteo (2015) l'explicitent, les deux motivations principales présentées par les personnes devenant végétariennes (ou suivant d'autres régimes plant-based plus restrictifs) sont de l'ordre de la santé et de l'éthique. Ces différences de motivation influenceront donc les comportements des concernés dans le vécu de leur régime alimentaire (Mathieu et Dorard, 2016, p. 726). Des personnes se considérant consom'acteur (Pleyers, 2011) ou soucieux de l'environnement pourraient donc se retrouver dans cette tendance. Cependant, ces régimes restrictifs restent assez minoritaires dans une majorité des populations, à l'exception de celles où ce type de régime est lié à une religion ou une culture, comme le cas de l'Inde avec 40 % de végétariens. Les taux d'une partie considérable des pays occidentaux ne dépassent pas les dix pourcents, la France avec 2 à 3% (Mathieu et Dorard, 2016, p. 728) et la Belgique avec moins de 1,5% (De Vriese et al, cité par Mullee et al., 2017).

Au cours des entretiens et de l'observation participante, alors que les ateliers ne proposaient que des plats sans viande, personne ne s'est identifié comme étant végétarien. Lelubre, avec ses trente-six participants provenant de terrains similaires à ceux de ce travail, relève des profils assez variés : « *Dix participants déclarent consommer de la viande quotidiennement et se décrivent comme de « grands carnivores ».* A l'autre extrême, un participant se décrit quant à lui comme végétarien, un second comme flexitarien, tandis qu'un troisième souhaite devenir végétalien » (2019, p.9). Parmi les onze entretiens, aucune dame ne s'est décrite comme « grosse

carnivore », même si certaines ont admis l'avoir été étant plus jeune, l'envie ayant diminué avec l'âge.

« I: Non, non, ça, la viande, c'est depuis la mort de mon mari ça. Que je... Par goût. Pas parce que, je suis pas du tout végétarienne. » (Extrait D3)

Trois intervenantes disent en consommer maximum une fois par semaine ; deux participantes deux fois par semaine ; deux autres plutôt trois à quatre fois par semaine et les trois dernières quasiment tous les jours. Une dernière intervenante n'est pas parvenue à estimer sa consommation, tout en mettant en évidence une forte envie de restreindre cette dernière.

## 1. FACTEURS GENRE ET PROGRÈS

Parmi les études concernant des corrélations de profils sociaux chez les végétariens, des résultats très variés sont perceptibles, la classe socio-économique ne semblant pas être le facteur le plus pertinent. En effet, Williams, en se basant sur un article de Pfeiler et Egloff (2018), « *montre que le sexe masculin, le jeune âge et le faible niveau de scolarité sont significativement corrélés positivement à la consommation de viande* » (2019, p.22). Cette remarque illustre ce que la littérature remarque très nettement : **le genre est plus significatif que les revenus en tant que tels**. Sans et Nichèle démontrent par ailleurs que les dépenses des ménages français en achat carné varient principalement selon le type de ménage, l'âge, et le type de viande, où les derniers déciles consomment plus d'ovin-caprin par exemple (2015).

La mise en évidence plus importante du genre dans la littérature par rapport à celle des revenus (Chiles et Fitzgerald, 2018 ; Carroll, Capel et Gallegos, 2019 ; Mathieu et Dorard, 2016 ; Ruby, 2012) permet de compléter les entretiens sur ce facteur. En effet, en se basant sur le terrain, uniquement féminin, celui-ci n'aurait pas été aussi perceptible. Néanmoins, il en ressort de multiples informations, autrement camouflées sur ces rôles de genre, et met cet échantillon en perspective. Ce que les femmes évoquent met en lumière ces relations de genre de façon indirecte, à travers les récits autobiographiques :

« Désolé hein. Et alors, hein, oui, non, je dis ça, c'est chacun et voilà quoi. Oui, j'ai fait manger de la viande tous les jours parce que mon mari travaillait un travail de force, il travaillait aux chemins de fer donc lui, il avait besoin de viande. Donc, forcément, par répercussions, ma petite fille mangeait de la viande. » (Extrait D2)

« E: Et vous estimez que l'alimentation, c'est une priorité? Quand vous devez établir vos priorités par rapport au budget ?

P: Oui, oui, ah oui. Si, je veux dire, bon mon mari, il travaille pas loin, sept kilomètre, bah s'il avait un [incompréhensible] il irait bien à vélo [actuellement en voiture], préfère avoir un bout de viande dans son assiette et... Non, mais! Que de dire, on mange des pâtes froides, des pâtes blanches toute la semaine, ça non. » (Extrait P3)

Caroll, Capel et Gallegos (2019) développent cet aspect de manière approfondie, démontrant le **rapport important entre la viande et la masculinité**. Il justifie le fait que les femmes interrogées ne se considèrent pas comme de grosses carnivores. Ces deux extraits soutiennent l'important rôle de l'entourage, du conjoint principalement, et mettent en lumière comment la manière de consommer des femmes est partiellement façonnée par cet entourage. Ces liens s'inscrivent d'autant plus dans les milieux populaires où les charges domestiques, dont la préparation des repas, sont assignées à l'épouse plus systématiquement (Schwartz, 1990 ; Régnier, 2009). Des corrélations positives entre la consommation de légumes et de fruits chez les femmes sont aussi à mentionner (Thomas, 2016, cité dans Guilliams, 2019), appuyées par l'analyse des entretiens.

« E: Ok, les, consommation de légumes, par exemple? C'était...

P: Ah les légumes, ça, moi, j'adore. » (Extrait P1)

« E: D'accord. Du coup, maintenant, retour sur les légumes. Vous vous considérez, fin vous vous considérez, comme une amatrice de légumes d'une façon ou d'une autre?

P: Ah oui, ah oui, tous les, il me faut mes légumes tous les jours hein. » (Extrait P2)

« P: Heu, équilibré, normalement, c'est viande, pommes de terre, légumes. ... Beaucoup de légumes, chez moi. Un petit peu de pommes de terre, ou des pâtes, bah c'est pas tous les jours des pommes de terre, c'est des pâtes, ... du quinoa maintenant, que je connaissais pas le produit plus que ça. Dans le magasin. Du blé. Que je faisais jamais. Une salade de blé, c'est délicieux. » (Extrait P3)

Le **rôle de l'âge** dans la consommation de viande se retrouvent dans les entretiens, mais principalement concernant les personnes plus âgées voulant en consommer moins ou prônant les valeurs ascétiques de leur passé. Ce qui corrobore les écrits de Guilliams (2019) indiquant que le jeune âge est corrélé avec la consommation de viande. **L'éducation** reste un facteur non-négligeable, jouant un rôle sur la capacité de compréhension des diverses informations concernant la consommation et ses éventuels impacts environnementaux, sanitaires, sociaux, etc.. Finalement, le fait que le genre soit plus impactant sur la volonté de diminution de consommation de viande que les revenus démontre **une « problématique » transversale, se situant principalement dans la masculinité affectée plutôt que purement dans une situation socio-économique.**

D'un point de vue historique, cette affirmation est à nuancer, à l'égard de l'évolution de la consommation de la viande à travers le temps. Tel Elias l'analyse: «*Alors que la norme du départ considérait la vue d'une bête tuée et son dépeçage sur la table comme agréables ou du moins comme nullement déplaisantes, l'évolution s'oriente vers une autre norme qui postule qu'on oublie autant que possible qu'un plat de viande a quelque rapport avec un animal mort. Une bonne partie de nos plats de viande sont préparés et coupés de telle manière qu'en les dégustant, on se rend à peine compte de leur provenance*» (Elias, 1973). Cette distanciation entre le produit fini et l'animal est clairement un élément qui rend la conscientisation plus difficile, car elle demande un effort intellectuel actif de la part du consommateur, alors que le marché veut gommer cette relation au maximum (Chiles et Fitzgerald, 2018, p. 13). Par ailleurs, il faut se questionner quant à la capacité des consommateurs à reprendre en considération cette relation dans des systèmes plus transparents<sup>4</sup>, ce qui est également

---

<sup>4</sup> A titre anecdotique, cette vidéo qui illustre parfaitement, même si de façon exagérée, cette distance entre la « viande-produit » et la « viande-animal » <https://www.youtube.com/watch?v=Dv6DCpZ8nIo>

illustré par l'extrait du point suivant. L'argument éthique devient de plus en plus difficile à maintenir, et doit être régulièrement soutenu par des rappels de ce lien. Cette distance entre la « viande-produit » et la « viande-animal » est d'autant plus frappante en anglais où l'animal veau est appelé « calf » et la viande de veau appelée « veal ».

Continuant dans cette logique historique, les mêmes auteurs retracent les liens de la viande à l'idée de progrès, débutant vers la fin de la deuxième guerre mondiale : « *By the mid-1960s two-thirds of families in the US could afford to consume the most coveted cut: steaks (Horowitz 2006). This democratization of consumption had significant symbolic implications: "Meat, particularly the more expensive cuts, became a symbol of the growing prosperity in the United States and elsewhere"* (Fitzgerald 2015, p. 69). *Meat also became tightly tethered to notions of progress and family values during this time of post-war prosperity and veneration of the nuclear household unit* » (Chiles et Fitzgerald, 2018, p.13). Cette affirmation est appuyée par les écrits de Schwartz, qui souligne l'importance de la famille dans les classes populaires des années soixante, ainsi que son entrée dans la consommation, à laquelle elles ne sont pas prêtes à renoncer.

Cependant, les entretiens n'explorent pas suffisamment l'idée de progrès, s'étant plutôt orientés vers la consommation du bio et local. Néanmoins, quelques passages, appuyés par la littérature, semblent rendre l'hypothèse intéressante. Elle est à approfondir, certes, mais l'idée du progrès pourrait compléter la symbolique de la masculinité dans les motivations derrière la consommation de viande. **La différenciation sociale n'est alors pas synchronique mais plutôt diachronique, essayant de se distancier du « avant », grâce au progrès, dont la viande est un marqueur.**

Par ailleurs, la problématique de l'industrie de la viande a récemment été prise en charge par les scientifiques, tentant de produire en laboratoire de la « clean meat ». L'adjectif utilisé est déjà significatif quant à l'opinion vis-à-vis de l'état actuel de ce marché (Thorrez et Vandeburgh, 2019). Cette tendance s'inscrit alors clairement dans le courant de « l'évangile de l'éco-efficacité » que Martínez-Alier développe (2011), reproduisant alors cette idée de progrès à maintenir et poursuivre.

## 2. LA CONFUSION SUR LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT

Pour rappel, les deux motivations principales pour ne plus consommer de viande sont principalement la santé et l'éthique (pour des raisons environnementales ou à cause de la souffrance animale) (Radniz, Beezhold et DiMatteo, 2015). Or, au sein de l'échantillon, aucune participante n'a mentionné de lien entre sa consommation de viande et la pollution créée par cette industrie, alors qu'une seule dame a mentionné la souffrance animale après avoir été sensibilisée à la suite d'un vécu personnel :

*« P: Ah et maintenant, je... Je restreins ma viande. Mais ça, c'est pour les animaux.*

*E: Dans quel sens?*

*P: Bah dans le sens que... pour les animaux, parce que la fois passée, je suis allée à Bruxelles, ça m'a marqué. C'est bête à dire mais il faisait une chaleur, il faisait cinquante degrés, dehors, en plein été. Je suis tombée dans un bouchon, y avait un camion de cochons qui passaient leurs petits museaux, à travers, ils étaient là, ça m'a vraiment... écaeuré. » (Extrait P4)*

En conclusion, nous pouvons considérer que les motivations de cet échantillon pour diminuer sa consommation de viande sont plutôt sanitaires et non éthiques. Cela corrobore les analyses qui sont développées dans les chapitres précédents sur le bio et le local. Les considérations éthiques sont conscientisées mais restent insuffisantes pour avoir un effet sur les pratiques routinisées du quotidien. De plus, cela correspondrait plus à cette vision plus utilitaire des comportements environnementaux en impact, par rapport à l'aspect humaniste, restrictif et limitant qui se retrouve dans la consommation critique. Il ressort que l'échantillon, à côté de cette absence de mention de l'argument environnemental, est particulièrement **conscient de la relation entre la consommation de viande et la santé. Le problème est la définition de cette relation, qui reste très floue.** Certaines affirment qu'il faut diminuer sa consommation de viande alors que d'autres se forcent presque à en manger plus souvent, même s'il représente un aliment peu appréciable.

« *Sur une semaine? Bah j'essaie de manger tous les jours, de la viande. Mais je suis pas une grosse mangeuse de viande. Je préfère encore un morceau de fromage que de la viande [...].* » (Extrait P1)

« *Bah alimentation saine... Ils [les enfants] ont quand même leur morceau de viande quoi. Et légumes quand ils en mangent.* » (Extrait Exploratoire)

Deux courants sont donc discernables : les personnes estimant devoir maintenir « assez » de viande dans leur alimentation, la quantité restant alors à leur libre interprétation ; et celles envisageant la diminution de la consommation de viande, sans l'éliminer totalement pour autant.

*E: Curiosité, ok. Et hum quand on vous parle d'alimentation saine, pour vous, ça vous évoque quoi?*

*I: Hum viande.*

*E: Quoi?*

*I: Viande.*

*E: D'accord. Pour quelles raisons? Fin qu'est-ce qui vous fait dire que viande, c'est une alimentation saine?*

*I: Bah... la viande, les légumes, les, manger viande, manger de la viande, mais pas non plus trop grandes quantités, pas tout le temps non plus mais manger de la viande.* » (Extrait A3)

Pour le deuxième groupe, le parallèle avec la catégorie de « *Conscientious omnivores* » de Rothgerber semble pertinent. Il définit ce concept comme « *the consumption of meat or fish only when it satisfies certain ethical standards* », qu'il met en parallèle au végétarisme (au sens large) comme mouvement social critiquant l'industrie de la viande actuelle (2015, p. 196).

Cependant, dans sa définition du concept, la critique de la consommation de viande concerne principalement la qualité de la viande en question, au regard de la manière dont l'animal a été traité tout au long du processus. « *It implies that it is the suffering of animals, not the killing of them that should warrant our concern* » (Rothgerber, 2015). En approfondissant l'analyse des entretiens, **la quantité reste**

**néanmoins l'aspect essentiellement relevé par les personnes.** Si la qualité est parfois critiquée, elle tombe dans la dichotomie confiance-méfiance entre le local (« mon petit boucher ») et les supermarchés en ce que concerne le goût et la préparation de la viande. Il n'est pas fait mention de traitement animalier qui ferait opter pour le local. Les motivations sont donc majoritairement sanitaires et non éthiques.

Dès lors, il semblerait qu'un volet de la population étudiée considère la diminution de viande comme importante, certaines récitant même les proportions conseillées pour être une meilleure santé. Il est à relever qu'à côté de cette vision, **le bio n'a jamais été mentionné concernant la viande** alors que c'est un des marchés actuels se développant le plus rapidement (Rothberger, 2015). Le bio reste uniquement l'adage des légumes, il n'a de sens que pour ce domaine, et ne semble pas être pertinent dans les autres dimensions de la consommation. Cela laisse penser que la viande se situe aussi dans la dichotomie « local – supermarché » mais pour des raisons différentes des légumes. **Ces derniers sont jugés sur la pollution et les pesticides utilisés durant leur production et transport mais restent intrinsèquement sains à manger (le « bon » pour la santé). La viande est jugée sur la quantité, le caractère intrinsèque « bon » étant dès lors ambivalent entre le bon goût et le bon pour la santé.** Faut-il la diminuer ? Si oui, pas de trop, certaines dames mentionnant des événements où la consommation trop basse de viande inquiète l'entourage :

*« Pas de sauce. La viande, depuis que je suis toute seule, j'avais déjà beaucoup diminué que ma fille avait peur. Hum mais c'était pommes de terre, légumes, une petite boîte de thon, ou un petit bout de saucisse, ou bien une boulette ou...mais...cuit comme ça quoi. »* (Extrait D2)

*« Heu, c'est, c'est commencer que ma fille ne mange, pas jamais, mais rarement, mais rarement de la viande. Une fois par mois, j'arrive à lui faire manger un bout de viande, et, il me fallait trouver une technique et quand Marie [l'assistante sociale] m'en a parlé, je dis "faut que je trouve une technique parce que c'est, elle est en carence en potassium, il lui manque plein de vitamines.»* (Extrait P3)

Le problème avec ces « consciences de devoir diminuer », que Régnier (2009) souligne dans son analyse sur les normes de santé, est la large part laissée à

l'interprétation, ce qui peut être contreproductive. « *On reconnaît par exemple que la consommation de Coca-Cola doit être limitée. Mais ce contrôle limite sa consommation à deux verres quotidiens dans une famille d'employés (quantité qui constitue l'exception dans une famille de cadres) et cette vigilance ne concerne pas la catégorie plus large des boissons sucrées.* » (2009, p. 760). Cette relativité de contrôle pourrait également se retrouver dans le cas de la viande, ce qui rend l'évaluation de l'impact environnemental concret de cette pratique assez complexe.

Une autre remarque concerne la nuance entre la consommation de poisson et de viande « terrestre » implicitement faite : la première ne semble ne pas être liée aux problèmes de santé comme celle des produits carnés. Une essai de réponse partielle pourrait se trouver dans la gestion polémique des abattoirs et la production de CO2 étant liée à l'élevage, ce qui rend ce sujet médiatiquement plus visible par rapport aux situations de la pêche intensive, d'élevages de poissons, ou des micro-plastiques, etc.

## Chapitre 4 : Les représentations sociales en jeu

### 1. L'ALIMENTATION DURABLE : UN ÉTAT DES LIEUX

Afin de pouvoir monter en généralité, il convient tout d'abord de développer un état des lieux des pratiques d'alimentation durable présentes, en revenant sur **le schéma des 12 dimensions de l'alimentation durable développé dans la présentation du projet AD-In** (voir p. 13). Revenir sur cette partie permet la mise en perspective des pratiques spécifiques développées dans les trois chapitres précédents avant de détailler les représentations sociales en jeu. Des aspects de l'alimentation durable ont été volontairement questionnés par les participantes, certains l'ont été si le chercheur y attirait leur attention durant l'entretien, alors que d'autres n'ont été ni mentionnés en atelier, ni en entretien. Il est à rappeler que la sélection des thèmes des ateliers est déterminée par les participantes. Elle est donc un reflet des choix des personnes et non un manquement de la part des organisatrices.

**Parmi les sujets non-évoqués se trouvent : l'eau du robinet, la pêche durable, le commerce équitable, l'alimentation biologique, les emballages plastiques.** Seule une dame sur onze a mentionné ce dernier sujet comme un facteur pris en considération dans ses habitudes de courses. Cet aspect est donc très peu présent sur le terrain. L'alimentation biologique est bien mentionnée mais, sous sa forme labellisée, son utilisation reste marginale. La pêche durable, le commerce équitable, tout comme la thématique des plastiques, sont tous des sujets dont les **impacts de production et de consommation sont perçus comme étant « abstraits et éloignés » des consommateurs.** Cela conforte la mise en évidence du spectre « local-global » de Carfagna et al. (2014), qui est approfondie dans la deuxième section de ce chapitre.

La thématique **des variétés paysannes** a été mentionnée dans quatre entretiens, les dames ayant toutes participé au même défi alimentaire à Péruwelz. Leur consommation est cependant vue comme une nouveauté et curiosité culinaire, plutôt que comme une pratique d'alimentation durable.

*« Comment ranger le frigo, et tout ça. Que, quel, comment je vais dire, par exemple.... Certains légumes qui, qu'on est pas courant de cuisiner, les*

*butternuts et tout ça. Mélanger avec du chocolat, tout. Et puis, tiens, c'est bon. »*  
(Extrait P1)

**Les circuits courts, la saisonnalité, le gaspillage, la consommation de viande et les plats préparés ont un rapport bien plus concret avec le quotidien des personnes.** Ils sont généralement présentés à travers **des arguments économiques, gustatifs ou sanitaires** et sont perçus comme intéressants par les participantes. Les quatre premiers sujets ont déjà amplement été développés dans les chapitres précédents.

Les plats préparés sont vus, de façon générale, comme quelque chose de « pas bon » mais dont l'utilisation est excusée par leur côté pratique. En effet, comme Kessous et Chalamon (2013) le détaillent, les représentations mentales des individus en termes d'alimentation peuvent être perçues à travers « un carré sémiotique « bon/mauvais ». Les quatre options représentent alors : le « bon », le « mauvais », le « pas mauvais » et le « pas bon ». Cette dernière catégorie est pertinente dans le cas présent car elle concerne les produits « pratico-économiques », où se retrouvent les plats préparés (2013, p. 56). Le caractère pratique sert alors à justifier leur consommation, malgré les apports nutritionnels questionnables dont les consommateurs ont conscience. Cependant, elle semble plus concerner les personnes isolées que les ménages avec enfants. En effet, plusieurs participantes mentionnent que préparer soi-même à manger est une fierté en tant que mère. Cela rejoint ce que décrit Régnier (2009) comme l'importance de la représentation de la mère nourricière pour les populations plus précaires. Elles acceptent de cuisiner selon les goûts des enfants (et du partenaire accessoirement) mais veulent le faire elles-mêmes. **Le plaisir gustatif et la convivialité** trouvent tout leur sens dans les valeurs populaires pour qui le repas familial est un moment privilégié, valorisant le groupe domestique et le goût des plaisirs immédiats (Schwartz, 1990 ; Hoggart, 1970).

En conclusion, même si les personnes interrogées considèrent certaines pratiques environnementales, leur appropriation est dépendante de multiples facteurs et ne fait pas de cet échantillon la nouvelle figure écologiste par excellence. Il reste des dimensions de l'alimentation totalement mises de côté, en plus de celles qui sont présentes mais ne sont pas pratiquées par la totalité de l'échantillon.

## 2. LE SPECTRE « LOCAL- GLOBAL »

Dans leur article sur l'éco-habitus, Carfagna et al. mettent en évidence **trois « spectres »**, trois dichotomies, qui différencient les consommateurs éthiques, aux capitaux culturels et économiques élevés, de ceux à moindre revenus : **le local et le global ; le matériel et l'idéal ; le manuel et le mental**. Ils stipulent que le local, le matériel et le manuel sont parfois présents chez les consommateurs éthiques, mais ils le sont alors d'une manière particulièrement typique et distincte des personnes moins aisées (2014). Cela rappelle le crédo de la consommation critique « Agir local, penser global ». Lors de l'approfondissement de la dimension spécifique du local et du global, ils mentionnent ceci : « *Holt's HCC [high cultural capital] informants have lived in a variety of places, have a national and international orientation, read national newspapers, and travel frequently. They differentiate themselves from parochial locals, who have few reference points outside Central Pennsylvania. By contrast, our ethical consumers express a strong affinity to the local. They prefer local food, local businesses, and local economies. This is in keeping with the valorization of the local in the food and sustainability movements.* » (2014).

Ce extrait permet de constater que **sous une même pratique, acheter localement, peuvent se retrouver diverses significations données par les acteurs**. Mais ce point d'attention n'est pas uniquement nécessaire à la compréhension de l'achat local, il permet une relecture des dimensions de l'alimentation durable développées au début de ce chapitre. Le commerce éthique, la pêche durable, l'alimentation biologique labellisée et les emballages plastiques peuvent également être compris à travers cet ancrage mental dans le local. Ce public-ci a éventuellement « *few references points outside* » (Carfagna et al., 2014) de la Belgique ou de la France que les adhérents à la consommation critique. Cela explique la prise en considération moins importante pour des pratiques dont les impacts problématiques se retrouvent plutôt dans l'ancrage « global ».

Cette intégration des conséquences de la consommation, appelées « externalités » en économie, est essentiellement plus présente chez les consommateurs critiques, où la frontière entre ce qui est considéré et ce qui ne l'est pas est repoussée de plus en plus loin. Leur « ethos de jetabilité » (Monsaingeon, 2014) est donc affecté par cette plus importante prise en considération des aléas des systèmes de production et de

gestion des déchets. Il concerne maintenant la production (avant) et la gestion des déchets (après) liées à leur consommation effective, appuyé par la réalisation de la finitude de la planète développée par Pleyers (2011). La perte de confiance dans la capacité de gestion de l'autorité tierce, en découvrant ce qu'il advient des déchets plastiques, motive ces consom'acteurs à en produire moins plutôt que d'en perdre le contrôle. L'échantillon de ce travail ne connaît pas, ou pas autant, ce déplacement de frontière de considération, à moins d'être directement affecté, comme c'est le cas avec les pesticides sur les légumes.

De plus, ce spectre de Carfagna et al. permet une relecture du concept de « double injustice » de Walker, qui a été mobilisé dans l'état de l'art comme s'appliquant aux publics précarisés (2012). Au niveau « local », ces publics précarisés semblent donc subir cette situation de double injustice, alors qu'au niveau global, grâce à cette possibilité d'en externaliser certains aspects, ils changent de statut et appartiennent en fait aux élites hégémoniques. Martínez-Alier considère également cet aspect global lorsqu'il aborde l'écologisme des pauvres : « *It focuses on local and international resource extraction and **waste disposal conflicts*** » (2012). « *Ample evidence shows that the transfer of dirty industries and dirty waste to the Third World is a feature of globalization (Schmidt, 2004; Harvey, 1996). Characteristically, the biggest polluters and generators of waste -such as the United States and the **European Union are also the most likely to export their waste to other less-developed countries.*** » (White, 2008/9). Comme l'explique Pleyers, pour les consommateurs qui ne se sentent pas concernés par ces luttes, « *la déconnexion entre l'achat et ses conséquences sociales et environnementales constitue [...] un élément central de la société de consommation* » (2011, p. 22).

En conclusion, l'échantillon analysé, ces dominés locaux parmi les dominants internationaux, ce « Sud dans le Nord », est donc chargé d'un statut assez ambigu. Ils sont **victimes dans le cas local et responsables dans le cas global**, cas qu'ils n'intègrent cependant pas dû à leur ancrage mental dans le local. Les quelques cas où ils mentionnent la dimension globale concerne la méfiance dans les institutions, symptôme de la société du risque de Beck (Pleyers, 2011), où la peur pour leur santé les amène à porter un regard critique sur le système alimentaire, ce qui encourage alors les achats locaux.

### 3. LE RAPPORT AUX NORMES

Un article de Régnier a été développé dans l'état de l'art, considérant l'intégration des normes de santé qui concerne l'alimentation selon les différentes classes sociales. Ce travail met en exergue des observations assez similaires, qui suggèrent que son analyse de l'intégration normes sanitaires (dans l'alimentation) peut être étendue à celle des normes environnementales (dans l'alimentation également). Cela apporte une **compréhension à la réticence de l'échantillon à mobiliser les discours environnementaux classiques**. Dans sa typologie, elle mettait en évidence quatre catégories selon leurs réactions aux normes, corrélées avec les capitaux culturels et économiques (2009). Les deux catégories les plus précaires, correspondant vraisemblablement à cet échantillon, sont caractérisées par soit une réaction critique des normes sanitaires ou une indifférence complète (p. 752).

Tout d'abord, ces deux réactions rejoignent celles observées au sein de l'échantillon, l'entretien exploratoire étant celui le plus parlant de par son indifférence totale.

Ensuite, l'association des arguments sanitaires et environnementaux est fréquente, tant dans les données de ce travail que dans la littérature (Hughner et al., 2007). Comme développé dans le chapitre sur la viande, la santé reste un domaine fortement lié à l'alimentation même si les liens prennent différents aspects. En ce qui concerne le bio labellisé, « *cet engouement pour les aliments issus de l'agriculture biologique en France est largement motivé par les bénéfices supposés de ces produits pour la santé, bien qu'insuffisamment renseignés* » (Kesse-Guyot et al., 2018). A l'égard de la relation avec la viande, la santé est à la fois un argument pour arrêter de manger de la viande (Radniz, Beezhold et DiMatteo, 2015), diminuer sa consommation, comme dans cet échantillon, ou acheter de la viande de meilleure qualité (Rothgerber, 2015). Régnier avait déjà rendu manifeste le problème de cette libre interprétation en termes d'impacts concrets (2009).

Par ailleurs, le vocabulaire employé dans le projet AD-In et sa formulation, met également cette relation nettement en évidence, probablement comme motivation pour adhérer à ces pratiques durables. Dans leur « kit transfrontalier pour l'animation des défis alimentaires », quatre enjeux liés à l'alimentation sont mis en évidence :

environnementaux, éthiques, de santé et économiques (2019). Lors des ateliers suivis en observation participante, les arguments de santé et d'économie ont été les plus mentionnés, parfois secondés par l'éthique et l'environnement. Ils apparaissent comme les plus pertinents pour l'utilitarisme pratique qui caractérise ces personnes. L'argument santé est d'autant plus important pour les personnes âgées, souffrant déjà de certaines maladies, ce qui le rend cohérent avec la vision de l'alimentation saine « a posteriori » que Régnier développe (2009). Les personnes précarisées ne souffrant pas encore de maladies liées à l'alimentation, ou ne les reliant pas consciemment, sont sans doute moins convaincues par cet argument, comme l'entretien exploratoire le démontre :

*« E : Ok, donc pour vous, dans votre assiette, ça n'a pas spécialement de liens avec la santé ou quoi ? Et vous pensez que si l'alimentation était améliorée, je sais pas, plus de légumes ou quoique ça soit, plus diversifiée, ça pourrait aider niveau santé ?*

*P : Non...De toute façon si tu dois tomber malade, tu tomberas malade. [...] Non, je regarde pas tout ça moi. Je fais pas attention. [...] Je vais pas faire une alimentation saine tous les jours. Fin je veux dire...Je regarde pas à faire une alimentation saine. » (Extrait Exploratoire)*

D'autre part, Schwartz (1990) et Hoggart (1970) insistent sur l'importance du repas dans les milieux populaires, où se retrouvent « **le sens de l'intimité, la valeur du groupe domestique et le goût des plaisirs immédiats** (1970, p.151). La valeur du groupe domestique peut être ici interprétée comme le respect des goûts des enfants et du partenaire, afin qu'ils mangent à satiété et que l'épouse remplisse symboliquement son rôle de mère nourricière. (Régnier, 2009).

*« S'ils veulent en manger, ils mangent. S'ils veulent pas en manger, ils mangent pas. Sauce de viande, je sais que c'est pas très très bon, mais ils aiment bien avoir de la sauce de viande sur leurs patates. » (Extrait Exploratoire)*

Ces dimensions fondatrices ne peuvent donc pas être ébranlées par l'intégration de nouveaux éléments. L'arrivée majoritaire de légumes dans l'assiette au mépris de l'avis des enfants est, par exemple, inenvisageable. Cela déstabiliserait l'ambiance recherchée lors d'un repas familial et le refus de l'enfant d'en manger mettrait à mal

le rôle de la mère nourricière. En revanche, apprendre à cuisiner un gâteau au chocolat et à la courgette ou un cake à la carotte s'intègre facilement dans l'alimentation. De la même façon, une mayonnaise de pois chiche ou des burgers de légumes ont été des ajouts réussis pour certaines participantes. Les enfants ont été « dupés » par l'apparence du repas, mais vu qu'ils en ont apprécié le goût et qu'aucun d'opposition avec les parents n'a été constatée, l'intégration a été réussie.

En conclusion, afin d'intégrer de nouvelles normes alimentaires dans les habitudes de ce public, il faut inclure les deux aspects suivants. **Premièrement, le « bon » goût, le savoureux, et l'intimité familiale ne peuvent être menacés par l'assimilation de nouveaux aliments moins ou peu appréciés, ou par de nouvelles pratiques. Deuxièmement, les nouvelles normes doivent apporter une plus-value en comparaison à la précédente. Elles doivent être en cohérence avec les valeurs populaires, via le biais de l'économie, de la santé ou encore du goût.** Être prêt à dépenser plus pour des produits locaux fait alors appel à la solidarité locale, action proche des valeurs du groupe domestique. Le manque de considération de la santé concerne les personnes ne souffrant pas encore de conditions clairement liées à l'alimentation, l'hygiène de vie saine n'étant pas envisagée par ce public (Régnier, 2009).

#### **4. LES CLASSES POPULAIRES ET LA SIMPLICITÉ VOLONTAIRE**

En continuant l'analyse des pratiques de consommation, le courant de la simplicité volontaire est particulièrement intéressant à comparer par rapports aux classes populaires, plus encore avec le fantasme du populaire, du retour aux sources privilégié dans ce mouvement (De Bouver, 2011). Cette partie s'appuie sur le postulat qu'en discernant leurs besoins et leurs envies, les adhérents à la simplicité volontaire diminuent leur consommation pour ne répondre qu'aux besoins et non aux envies. Cette distinction les différencie des autres individus provenant de classes aisées qui modifient la qualité de leur consommation, selon un éco-habitus plutôt que la quantité.

La revue de la littérature a déjà démontré que les personnes moins aisées produisaient une empreinte carbone plus faible que celles possédant plus de capitaux (Ariès, 2018, Wallenborn et Dozzi, 2007). Ce travail montre néanmoins que le discours et les arguments environnementaux sont relativement accessoires dans le quotidien de

ces personnes, l'adoption de pratiques est alors « environnementale en impact » mais pas en intention. Comme l'écrivent Wallenborn et Dozzi, « *leur maigre budget leur garantit une certaine vertu* » (2007).

Les adhérents au mouvement de la simplicité volontaire, les « simplicitaires » ont de nombreux de comportements d'achats alimentaires en apparence plutôt similaires à ceux de cet échantillon plus précarisé : manger et acheter local, bio, de saison ; cultiver son potager directement ; favoriser les commerces de proximité ; privilégier les transports en commun plutôt que la voiture ; etc. (De Bouver, 2011). Il existe néanmoins une différence d'explication assez conséquente dans les discours, ce que Carfagna et al. illustrent dans leur article, en considérant les trois dichotomies entre les classes plus et moins aisées et l'éco-habitus (2014).

En intégrant comme toile de fond la société actuelle, au travers d'une culture de capitalisme et de consumérisme (Guillen-Royo et Wilhite, 2015), il est intéressant de réaliser le rapport « idéal » à la consommation que ces pratiques explicitent. Dans leur article, Guillen-Royo et Wilhite abordent la relation entre le bien-être et la consommation et démontrent qu'à partir d'un certain seuil, consommer ou gagner d'avantage n'augmente plus nécessairement le bien-être, et a même parfois tendance à le diminuer (2015). Ils appellent le point de bascule le « **seuil de satiété** », et justifient ce renversement dans la relation par deux mécanismes sociaux : la comparaison sociale et l'adaptation hédoniste. Ce dernier concerne l'adaptation des personnes à leur circonstances, afin de protéger leur bien-être (p. 305).

Ce terme de satiété peut être mis en parallèle avec ce que les simplicitaires mettent en évidence dans la nécessité de reconnaissance de leurs vrais besoins, un de leurs principes fondamentaux (De Bouver, 2011). Il y a donc une remise en question du « désir » et une reconnaissance des « vrais besoins », ce qui amènent à une moindre consommation pour atteindre ce seuil de satiété, également durable. Ils « *croient qu'ils possèdent un savoir supérieur à ceux qui sont encore englués dans le consumérisme et le jobisme. Ils ont tendance à voir ce groupe comme un troupeau de moutons écerclés qui ne sauraient être réprimandés tant ils sont emprisonnés dans les valeurs de la culture dominante. Ce sont par conséquent les simplicitaires qui sont les catalyseurs centraux du changement* » (Grigsby, 2004, p. 59).

Le fait que les publics précarisés produisent statistiquement moins de CO2 illustre sa corrélation avec la manière de consommer et démontre que la conscience environnementale ne suffit pas pour modifier les comportements.

D'un côté, les simplicitaires ont eu le luxe de dépasser ce seuil de satiété, de le réaliser et de se remettre en question pour s'y ajuster en diminuant (et améliorant) leur consommation. Ils se considèrent alors tels des gnostiques, des héros écologiques (Grigsby, 2004) en se maintenant à ce seuil de consommation durable.

D'un autre côté, les classes moins aisées sont limitées dans leur consommation de par les nombreux facteurs extérieurs qui les conditionnent. Ils ne peuvent donc pas dépasser ce seuil de satiété, ce qui est créateur de frustration mais explique leur production plus faible en CO2. Par les processus de domination sociale et d'invisibilisation, ils sont considérés comme non-pertinents dans les problématiques environnementales. Entre le gnostique et le supposé hérétique, les pratiques des deux exemplifient la nécessité d'essentiellement consommer moins, si possible mieux. Ils forment les deux faces d'un miroir autour du seuil de satiété, malgré l'énorme différence en termes de choix, de marge d'action et de reconnaissance sociale que les deux groupes possèdent.



## Conclusion générale

Différents niveaux d'analyse sont mobilisés au cours de ce travail. Les trois premiers chapitres se sont principalement focalisés sur une échelle microsociale, mettant en exergue les individus et leurs pratiques. Le premier relatif à la consommation de produits biologiques a mis en évidence la relation compliquée qu'ont ces personnes avec le système alimentaire et l'utilisation des pesticides, d'où leur préférence pour les circuits courts. Les analyses du gaspillage ont détaillé la variabilité dans la définition du déchet et l'influence que cela a sur les comportements des individus. L'analyse de la consommation de viande a démontré que les problématiques environnementales ne sont pas seulement à lire en termes de classes sociales, celle-ci étant plutôt corrélée au genre et à l'idéalisation du progrès par les consommateurs de viande. Cependant, comme les rôles de genre sont plus marqués dans les classes populaires (Schwartz, 1990), cela influence considérablement ce public.

Ces trois chapitres montrent comment des pratiques environnementales s'imbriquent ou non dans certaines routines et sous quelle forme discursive, selon les habitus en place. Ce travail clarifie le sens donné par ces individus à leurs pratiques, individus à qui la parole n'est pourtant pas souvent demandée autour des problématiques environnementales. En plus d'un état des lieux concernant les douze dimensions de l'alimentation durable, le dernier chapitre de discussion a rassemblé trois remarques qui sont apparues tout au long de l'élaboration de ces analyses. Elles invitent à monter en généralité et à travailler à une échelle plutôt macrosociale, ce qui situe mieux les analyses de cet échantillon parmi les travaux mentionnés dans l'état de l'art.

Pour comprendre ce terrain et le sens donné aux actions étudiées, **la nuance que Gatersleben, Steg et Vlek (2002) apportent entre les pratiques « impact-oriented » et « intent-oriented » est essentielle.** En effet, même si ce travail démontre la présence de pratiques environnementales « en impact », le discours écologique est peu présent et n'est pas mobilisé par ces personnes. Dès lors, proposer de nouvelles pratiques sous l'unique argumentaire écologique ne rencontre qu'un très léger succès. En revanche, convaincre par l'usage d'autres domaines justificatifs,

comme la santé, l'économie ou le goût, a davantage de chances de séduire ce public. Le thème de l'alimentation est un domaine d'autant plus ambitieux à aborder concernant les pratiques environnementales, principalement au vu de l'importance symbolique qui lui est donnée dans la valorisation du domestique par les classes populaires (Schwartz, 1990). Alors que les discours explicitement liés à l'environnement ne trouvent que peu leur place, certaines pratiques sont bel et bien existantes, sous le couvert d'autres arguments plus utilitaires ou personnels.

Dès lors, comme Ariès (2018), Wallenborn et Dozzi (2007) et d'autres le notent, **les classes populaires, « pauvres et mal informées » doivent être intégrées dans les débats environnementaux. Non pas à travers ce qu'ils disent en tant que tel, mais à travers ce qu'ils font sans le nommer comme environnemental.** Néanmoins, il faut éviter de tomber dans l'idéalisation de ce public comme la nouvelle figure écologiste, dont les pratiques sont à comprendre comme conditionnées par leurs faibles revenus plutôt que par des motivations intrinsèquement tournées vers l'environnement.

Un premier constat concerne l'hypothèse sur la présence de pratiques environnementales, qui est dès lors confirmée. Nous retrouvons effectivement de telles pratiques dans le domaine de l'alimentation, en prenant bien en compte la nuance de Gatersleben, Steg et Vlek (2002). **Ce public possède son propre univers de sens et son habitus,** qui ne fonctionnent pas sur base des mêmes valeurs et points de vue que ceux des classes moyennes ou supérieures. Prises dans des logiques de différenciation de classe, ces différences invisibilisent les « façons de faire environnementales » autres que celles promues par l'hégémonie épistémologique des élites, et placent ces agents moins aisés dans un rôle d'hérétique à éduquer. C'est un processus similaire à ce que de Sousa Santos développe concernant les épistémologies du Sud (2016).

Un deuxième constat débouche sur la cohérence symbolique et **la nuance nécessaire concernant le rôle du passé industriel des régions. Ce dernier n'a pas influencé les pratiques de consommation de façon conscientisée par l'échantillon.** La situation de chômage ne concernant qu'une personne sur onze, la situation problématique du marché de l'emploi n'affecte pas la majorité des dames. Entre la

pension ou les aides sociales liées à la santé, elles ne sont plus ou pas concernées par le chômage de masse.

En revanche, le **facteur de genre joue un rôle essentiel**, et vu son importance dans la répartition des tâches et des rôles dans la culture populaire, il peut être considéré comme ayant de l'influence sur les pratiques alimentaires. Dès lors, comme l'annonce Hoggart (1970), la place sociale en termes relatifs des classes populaires est peut-être plus pertinente pour comprendre l'univers de sens autour des pratiques, plutôt qu'en termes absolus, comme à travers l'histoire spécifique d'une région.

Le dernier constat de ce travail détaille la position de cet échantillon au sein des mouvements de la justice environnementale et de la consommation critique. Alors que ce travail a débuté avec l'hypothèse d'un statut à l'intersection des deux courants, les résultats sont à nuancer.

En ce qui concerne la justice environnementale, la réponse n'est pas aussi aisée à formuler que pour les hypothèses précédentes. Comme certains auteurs l'illustrent, il existe bien des cas d'injustice environnementale au Nord-Pas-de-Calais (Laurent, 2009), qui fait partie de la région Haut de France, ainsi qu'à Charleroi (Bartiaux, 2020). Cependant, ces analyses concernent les conditions des sols et de l'air, en termes de pollution ambiante, et non de l'alimentation des citoyens qui y vivent.

**L'échantillon analysé ne mobilise pas le vocabulaire de l'injustice et ne vit pas la situation comme telle dans le domaine de l'alimentaire.** Elles ont un budget à suivre, certes, mais l'offre disponible n'est pas considérée comme problématique. Par conséquent, ce travail aboutit à des conclusions différentes que celles d'Abdmouleh (2007) concernant les raisons de non-achats de certains produits (bio dans son cas). **Cet échantillon ne voit pas la lutte environnementale comme une « lutte concurrente » à la leur, sociale. Il n'est nullement question de lutte ici, mais plutôt de désintérêt pour des normes environnementales qui ne trouvent pas leur place dans leur habitus.** Cela est appuyé par le parallèle réalisé avec à la typologie de Régnier (2009) concernant l'intégration des normes.

Néanmoins, **la dimension procédurale de l'injustice environnementale**, que Walker illustre (2012), permet de comprendre les relations de pouvoir au sein de ce projet européen, qui reproduit les dynamiques de classes moyennes aisées voulant éduquer les plus précarisés. Du point de vue des organisateurs du projet AD-In, le manque de savoirs, d'informations concernant l'alimentation est responsable des habitudes alimentaires actuelles du public cible, qui ne respectent pas les normes de santé idéales. La troisième section du dernier chapitre de discussions met particulièrement ce rapport aux normes en lumière.

En ce qui concerne la consommation critique, il existe des points communs et des oppositions. Tout d'abord, pour cerner le contexte dans lequel l'échantillon évolue, il est essentiel de considérer l'hégémonie épistémologique de Sousa Santos (2016), ainsi que les dynamiques de différenciation et d'imitation de Carfagna et al. (2014). **D'un côté, une capacité critique est nettement visible dans le chapitre concernant le bio, local et de saison, ce qui permet d'affirmer qu'il existe une certaine forme de consommation critique. D'un autre côté, l'analyse du gaspillage et des emballages plastiques démontrent que la critique est réservée à certains aspects de la consommation alimentaire. En effet, la possibilité de se déresponsabiliser du sort de ses déchets, grâce à l'éthos de jetabilité que Monsaingeon (2014) développe, nuance l'affirmation précédente. La critique est généralement motivée par des arguments concernant la santé, les économies ou le goût des produits**, et la gestion des déchets ne correspond à aucun de ces motivations.

En conclusion, ce travail apporte une perspective exploratoire (vu le peu de littérature spécifique incluant une approche compréhensive et les trois thématiques-clé) sur différentes pratiques alimentaires chez un public précarisé vivant en France et Belgique francophone. Alors que les approches statistiques mettent en lumière une première occasion de questionner des élites et leur éco-habitus, ce travail appelle plutôt à la poursuite de cette dés-invisibilisation des classes populaires dans les problématiques environnementales, notamment par l'intégration des différents points de vue explicités tout au long des chapitres de discussion dans les politiques publiques environnementales, alimentaires ou spécifiquement formulées pour les publics précarisés.

Afin de compléter et d'approfondir les résultats présentés dans ce mémoire, il serait pertinent de poursuivre cette recherche et ce, en explorant trois dimensions-clés :

Premièrement, l'échantillon est à agrandir et à davantage diversifier. S'entretenir avec un public masculin est essentiel vu la complémentarité que cela apporterait à l'échantillon présent. Le facteur genre est central dans la compréhension des habitudes alimentaires des classes populaires, d'autant plus concernant la consommation de la viande et son rapports à la masculinité. Il s'agit également d'inclure des personnes plus jeunes, avec enfants ou sur le marché de l'emploi, qui vivent la précarité relativement différemment de cet échantillon majoritairement retraité. Avoir des enfants et un emploi (ou en chercher un) influencent considérablement les habitudes alimentaires, en comparaison à celles de dames âgées vivant généralement seules ou du moins sans enfants.

Deuxièmement, d'autres habitudes alimentaires sont à inclure dans les analyses, telles que la consommation de boissons sucrées, de Snack, la consommation de Fast Food, etc. qui peuvent être mis en lien avec la vision de la globalisation, que Régnier (2009) décrit comme manifestation de participation des classes populaires alors que Carfagna et al. mettent en exergue le dédain des plus aisés pour la restauration rapide (2014).

Troisièmement, questionner plus explicitement leurs perceptions des problématiques environnementales permettraient d'analyser leurs ressentis face à ce manque de reconnaissance et cette situation d'invisibilisation. Leurs opinions sur les mouvements sociaux écologistes, sur les marches pour le climat et sur les solutions apportées jusqu'ici par les pouvoirs publics pourraient amener une perspective nouvelle sur ces débats donc ils sont actuellement exclus. Cela aiderait également à éviter l'aggravation des inégalités par les politiques publiques comme Bartiaux, Schmidt, Horta, Correia le démontraient (2016).



# Bibliographie

## Articles

- Angeon, V. et Barraud, E. (2019). « Manger autrement » dans le cadre de la transition agro-écologique. *Socio-anthropologie*, 39, 115-128. <https://doi-org.proxy.bib.ucl.ac.be:2443/10.4000/socio-anthropologie.5388>
- Abdmouleh, R. (2007). Consommation des produits écologiques et inégalités sociales. Le cas tunisien. *Développement durable et territoire*, 9, 1-13. doi : 10.4000/developpementdurable.3733
- Bartiaux F., Schmidt, L., Horta, A., Correia, A. (2016). Social diffusion of energy-related practices and representations –Patterns and policies in Portugal and Belgium. *Energy Policy*, 88, 413–421.
- Bonzonnet, J.-P. (2011). Inégalités environnementales et contre-récit climatique en Europe. *4ème Congrès de l'Association Française de Sociologie, Jul 2011, Grenoble, France*.
- Carfagna, L., et al. (2014). An emerging eco-habitus: the reconfiguration of high cultural capital practices among ethical consumers, *Journal of Consumer Culture*, 14(2), 158-178.
- Carroll, J.-A., Capel, E. et Gallegos, D. (2019). Meat, Masculinity, and Health for the “Typical Aussie Bloke”: A Social Constructivist Analysis of Class, Gender, and Consumption. *American Journal of Men's Health*, 6, 1-12.
- Chiles, R.M. et Fitzgerald, A.J. (2018). Why is meat so important in Western history and culture? A genealogical critique of biophysical and political-economic explanations. *Agric Hum Values*, 35(1), 1-17.
- Crozes, A. (2019). Le déchet, chose délaissée ou produit en devenir ? *Droit et Ville*, 87, 129-146.
- De Bouver, E. (2011). La simplicité volontaire. Dans Pleyers, G. (dir.), *La consommation critique*. Desclée de Brouwer.
- Demazière, D. et Zune, M. (2019). Enquêter auprès de chômeurs exclus par décision administrative : repérer des invisibles, écouter des inaudibles, restituer des expériences. *Recherches Qualitatives*, 23 (Hors-Série), 7-21.

- Gatersleben, B., Steg, L., Vlek, Ch. (2002). Measurement and Determinants of Environmentally Significant Consumer Behavior. *Environment and Behavior*, 34(3), 335-362.
- Guillen-Royo, M. et Wilhite, H.L. (2015). Wellbeing and sustainable consumption. Dans Glatzer, W. et al. *Global Handbook of Quality of Life*. Springer.
- Williams, C.(2019). Les déterminants du véganisme : rôle de la personnalité et des attitudes par rapport à la santé, l'environnement et l'éthique. [thèse de mémoire, Uclouvain]. DIAL. <http://hdl.handle.net/2078.1/thesis:22426>
- Hughner, R.S. et al. (2007). Who are organic food consumers ? A compilation and review of why people purchase organic food. *Journal of consumer behaviour*, 6, 1-17.
- Jolly, P. (2018). Coton-Tige, pailles... Les plastiques à usage unique interdits en Europe au plus tard en 2021. *Le Monde*. [https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/12/19/l-union-europeenne-conclut-un-accord-sur-l-interdiction-des-plastiques-a-usage-unique\\_5399945\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/12/19/l-union-europeenne-conclut-un-accord-sur-l-interdiction-des-plastiques-a-usage-unique_5399945_3244.html)
- Kesse-Guyot, E. et al. (2018). Déterminants et corrélats de la consommation d'aliments issus de l'agriculture biologique. Résultats du projet BioNutriNet. *Cahiers de nutrition et diététique*, 53, 43-52.
- Kessous, A. et Chalamon, I. (2013). Représentations mentales de la consommation et des pratiques alimentaires : Approche par le carré sémiotique « bon/mauvais ». *La Revue des Sciences de Gestion*, 261-262, 51-58.
- Laurent, E. (2009). Écologie et inégalités. *OFCE*, 109(2), 33-57.
- Lelubre, M. (2019). *Habitudes et comportements alimentaires durables en contexte de vulnérabilité*. [Note de synthèse inédite]. Belgique : Observatoire de la Santé du Hainaut.
- Malherbe, A., Moriau, J., Rosa, E. et Wagener, M. (2019). La problématique du sans-abrisme à Bruxelles - limite de la gouvernance multiniveau dans l'application du principe de justice spatiale. *Justice Spatiale- Spatial Justice*, 10, 1-25.
- Martínez-Alier, J. (2012). Environmental Justice and Economic Degrowth: An Alliance between Two Movements, *Capitalism Nature Socialism*, 23(1), 51-73.

- Mathieu, S. et Dorard, G. (2016). Végétarisme, végétalisme, véganisme : aspects motivationnels et psychologiques associés à l'alimentation sélective. *La Presse Médicale*, 45 (9), 726-733.
- Monsaingeon, B. (2014). *Le déchet durable. Éléments pour une socio-anthropologie du déchet ménager*. [thèse de doctorat, Paris 1 Panthéon-Sorbonne]. HAL. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02187959>
- Mullee, A. et al. (2017). Vegetarianism and meat consumption: A comparison of attitudes and beliefs between vegetarian, semi-vegetarian, and omnivorous subjects in Belgium. *Appetite*, 114, 299-305.
- Périlleux, T. et De Bouver, E. (2018). LSOC 2045 : *Chapitre 4 :L'éthique écologique et l'esprit de la simplicité volontaire* [notes de cours]. UCLouvain.
- Pleyers, G. (2011). Consommation critique : des promesses de la modernité aux enjeux de l'âge global. Dans Pleyers, G. (dir.), *La consommation critique*. Desclée de Brouwer.
- Radniz, C., Beezhold, B. et Dimatteo, J. (2015). Investigation of lifestyle choices of individuals following a vegan diet for health and ethical reasons. *Appetite*, 90, 31-36.
- Régnier, F. (2009). Obésité, goûts et consommation. Intégration des normes d'alimentation et appartenance sociale. *Revue française de sociologie*, 50 (4), 747-773.
- Rothgerber, H. (2015). Ca, you have your meat and eat it too ? Conscientious omnivores, vegetarians, and adherence to diet. *Appetite*, 84, 196-203.
- Ruby, M. B. (2012). Vegetarianism. A blossoming field of study. *Appetite*, 58 (1), 141– 150. doi:10.1016/j.appet.2011.09.019
- Sans, P. et Nichèle, V. (2015). La dépense des ménages français en produits carnés : une analyse à partir des enquêtes « Budget de Famille » (2000-2010). *Rencontres Recherche Ruminants*, 22, 367-370.
- Scarborough, P. et al. (2014). Dietary greenhouse gas emissions of meat-eaters, fish-eaters, vegetarians and vegans in the UK. *Climatic Change*, 125, 179-192.
- Sommier, B., Plaud, C., et Poulain, M. (2019). La consommation alimentaire biologique comme fait social total. Une analyse ethnomarketing des clients Biocoop. *Management&Avenir*, 109, 15- 35.
- Thorrez, L. et Vandenburg, H. (2019). Challenges in the quest for 'clean meat'. *Nature Biotechnology*, 37, 215–226.

- Wagener, M. (2019). La reconnaissance de la monoparentalité comme nouvelle catégorie cible des politiques de diversité. Vers un universalisme adapté ? *SociologieS, Dossier Politique de diversité*, 1-17.
- Wallenborn, G. et Dozzi, J. (2007). Du point de vue environnemental, ne vaut-il pas mieux être pauvre et mal informé que riche et conscientisé ? Dans Cornut, P., Bauler, T. et Zaccai, E., *Environnement et inégalités sociales*. Éditions de l'Université de Bruxelles.
- White, R. (2008/9). Toxic cities, globalizing the problem of waste. *Social Justice*, 35 (3), 107-119.

### Ouvrages

- Ariès, P. (2018). *Écologie et cultures populaires : Les modes de vie populaires au secours de la planète*. Les Éditions Utopia.
- Bauman, Z. (2005). *Liquid life*. Polity Press Cambridge.
- Bourdieu, P. (1979). *La distinction. Critique sociale du jugement*. Éditions de Minuit.
- Chauvel, L. (1998). *Le destin des générations : structure sociale et cohortes en France au XXe siècle*. PUF.
- de Sousa Santos, B. (2016). *Épistémologies du Sud*. Desclée de Brouwer.
- Elias, N. (1973). *La civilisation des mœurs*. Calmann-Lévy.
- Giddens, A. (1984). *The Constitution of Society*. University of California Press.
- Grigsby, M. (2004). *Buying Time and Getting By : The Voluntary Simplicity Movement*. State University of New York Press.
- Halbwachs, M. (2008). *Les classes sociales*. PUF.
- Johnson, B. (2016). *Zero waste home: the ultimate guide to simplifying your life*. Scribner.
- Kaufmann, J.-C. (1996). *L'entretien compréhensif*. Armand Colin.
- Martínez-Alier, J. (2011). *L'écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux dans le monde*. Les Petits matins.
- Olivier de Sardan, J-P. (2008). *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Academia.
- Régnier, F., Lhuissier, A. et Gojard, S. (2006). *Sociologie de l'alimentation*. La Découverte.

- Schatzki, T.R. (1996). *Social practices : A Wittgensteinian Approach to Human Activity and the Social*. Cambridge University Press.
- Schwartz, O. (1990). *Le monde privé des ouvriers, hommes et femme du Nord*. PUF.
- Sen, A. (2012). *L'idée de justice*. Flammarion.
- Van Campenhoudt, L. & Marquis, N. (2014). *Cours de sociologie*. Dunod.
- Veblen, T. (1978). *Théorie de la classe de loisir*. Gallimard.
- Walker, G. (2012). *Environmental Justice: Concepts, Evidence and Politics*. Routledge.

### **Sites internet, PowerPoint et Dictionnaires en ligne**

- AD-In. (2019). *Kit transfrontalier pour l'animation de défis Alimentation durable* [pdf]. <https://adineu.files.wordpress.com/2019/11/kit-defis.pdf>
- AD-In. (s.d.). *Défis alimentation durable inclusive*. <https://ad-in.eu/defis/>
- Bartiaux, F. (2020). *LENVI2006. Environmental Justice-2020* [powerpoint]. UCLouvain.
- Greenwash. (s.d.) Dans *Oxford University Presse en ligne*. <https://en.oxforddictionaries.com/definition/greenwash>
- Practice. (s.d.). Dans *Cambridge University Press Dictionnary*. <https://dictionary.cambridge.org/fr/dictionnaire/anglais/practice>

Le projet AD-In est un projet INTERREG d'éducation permanente désirant aider des individus bénéficiant des revenus sociaux à améliorer leur santé en mettant en place des pratiques d'alimentation durable. Le stage de fin de cycle précédent ce travail a été effectué chez l'un des partenaires du projet.

Dès lors, suite à ce stage et le constat que les mouvements et discours écologistes sont généralement portés par des individus de classe moyenne, ce travail s'est intéressé au public précarisé du projet AD-In, afin de comprendre comment les pratiques et les discours d'alimentation durable s'intégraient dans leurs routines alimentaires et leurs représentations sociales.

Basé sur des entretiens semi-directifs et compréhensifs, et une observation participante de quatre mois, les analyses mettent en lumière trois pratiques-clé pouvant être considérées comme durables: la consommation de produits bio, local et de saison ; la consommation de viande et la vision du gaspillage. Les analyses dévoilent de nombreuses nuances au sein des discours mobilisés pour chaque pratique. Suite à ça, les représentations sociales de l'échantillon sont développées et comparées avec les discours de la justice environnementale et de la consommation critique.

En donnant la parole à un public généralement exclu des débats environnementaux, ce travail apporte une perspective critique des discours environnementaux générés par des individus provenant de classes moyennes, qui ont tendance à ne pas prendre en considération les plus vulnérables.

## SOCIOLOGIE – PRATIQUE – ALIMENTATION - PRÉCARITÉ - ENVIRONNEMENT